



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**RAPPORT SUR LES CONDITIONS
DE BANQUE DANS L'UEMOA EN 2014**



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE ET DE LA MONNAIE

Direction des Statistiques
Service des Statistiques

RAPPORT SUR LES CONDITIONS DE BANQUE DANS L'UEMOA EN 2014



Octobre 2015



SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
INTRODUCTION.....	3
I. APERCU DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	3
1.1. Environnement économique et financier.....	3
1.2. Action monétaire.....	4
1.3. Paysage bancaire.....	5
II. SITUATION DU MARCHE DU CREDIT BANCAIRE.....	6
2.1. Taux d'intérêt appliqué aux crédits bancaires.....	6
2.2. Montant des crédits mis en place.....	8
III. EVOLUTION DES DEPOTS DANS LES BANQUES.....	10
3.1. Montants déposés à l'ouverture des comptes.....	10
3.2. Taux créditeurs.....	13
IV. CONDITIONS GENERALES DE BANQUE.....	14
4.1. Conditions d'ouverture de comptes bancaires.....	14
4.2. Frais de tenue de compte.....	15
4.3. Charges et commissions.....	16
CONCLUSION.....	16
ANNEXES.....	17

Introduction

En 2014, l'environnement international a été caractérisé par le maintien à des niveaux historiquement bas des taux d'intérêt, dans la plupart des pays développés. Le taux directeur de la BCE a été réduit à 0,05% en décembre 2014, après s'être stabilisé à 0,5% pendant près de deux ans. Aux Etats Unis d'Amérique, la FED a maintenu son taux directeur à 0,25%, en soutien à la croissance économique et l'amélioration des conditions du marché du travail.

Dans les pays émergents, les Banques Centrales ont mis en œuvre des politiques monétaires adaptées à la situation conjoncturelle de leur économie. En effet, la persistance des tensions inflationnistes a conduit les Banques Centrales de Turquie, du Brésil et de la Russie à relever leurs taux directeurs. En revanche, les Banques Centrales de Chine et d'Inde ont assoupli leur politique monétaire pour soutenir la relance de l'activité économique.

Dans un contexte de faible inflation, la BCEAO a maintenu inchangés ses taux directeurs afin de soutenir l'activité économique. En outre, la Banque Centrale a poursuivi sa politique d'injection de liquidités à ses guichets de refinancement.

Parallèlement à ces initiatives, la communication a été permanente avec les autres acteurs du marché monétaire, notamment les établissements de crédit. Le Gouverneur de la BCEAO a rencontré à plusieurs reprises les dirigeants des banques, avec en ligne de mire la rationalisation des conditions de banque et le renforcement de la transparence de la tarification des services bancaires.

L'ensemble de ces mesures de politique monétaire s'inscrit dans un objectif global, visant à améliorer les conditions de financement des économies de l'UEMOA. Ces actions ont eu un impact sur le marché du crédit bancaire. En effet, le volume des concours accordés par les banques s'est accru et les taux d'intérêt appliqués à la clientèle se sont repliés.

Le rapport annuel 2014 sur les conditions de banque, à l'instar des éditions précédentes, est consacré à l'analyse de la situation du marché du crédit bancaire. Il est élaboré à partir des données collectées par la Banque Centrale auprès des établissements de crédit. La première partie du rapport donne un aperçu de la situation de l'environnement bancaire des économies de l'Union. La deuxième partie décrit l'évolution des crédits bancaires et des taux d'intérêt débiteurs. La troisième partie examine la situation des dépôts effectués par la clientèle des banques et celle des taux d'intérêt créditeurs. La quatrième partie présente les conditions générales de banque, notamment les charges liées à l'ouverture et à la gestion d'un compte bancaire.

I. APERÇU DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

1.1. Environnement économique et financier

En 2014, le taux de croissance de l'économie mondiale s'est établi à 3,4%, selon le FMI. Même si la reprise de l'activité économique mondiale s'est confirmée, le rythme de croissance est ressorti plus faible par rapport à celui enregistré en 2013, l'effet du dynamisme des économies de certains pays avancés ayant été atténué par le ralentissement de l'activité dans les pays émergents.

Au niveau de l'UEMOA, l'activité économique a été globalement bien orientée. Le produit intérieur

brut de l'Union a augmenté de 6,5% en 2014, après 5,9% en 2013¹. La croissance a été confortée par la préservation de la stabilité du cadre macroéconomique dans les Etats membres de l'Union, ainsi que l'amélioration du climat sociopolitique et sécuritaire. Elle a été soutenue par la poursuite de la mise en œuvre des projets nationaux et régionaux de renforcement des infrastructures de base.

Tableau 1 : Quelques indicateurs macroéconomiques de l'UEMOA

	2010	2011	2012	2013	2014
Taux de croissance économique	4,4	0,8	6,8	5,9	6,5
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	1,4	3,9	2,4	1,5	-0,1
Solde budgétaire/PIB (hors dons)	-5,4	-6,5	-5,3	-6,2	-6,2
Solde courant extérieur/PIB (hors dons)	-6,1	-3,0	-6,1	-7,8	-8,2
Crédit à l'économie/PIB	18,9	20,7	21,0	22,9	24,4

Sources : BCEAO, INS.

La situation des finances publiques a porté l'empreinte de la poursuite des investissements publics de restauration et de renforcement des infrastructures de base. Le déficit global, base engagements, hors dons, est ressorti à 6,2% du PIB en 2014, stable par rapport à 2013. Le déficit du compte des transactions courantes s'est aggravé, sous l'effet de la forte augmentation des importations de biens d'équipement destinés à la réalisation des projets d'investissement publics et privés. Hors dons, il a représenté 8,2% du PIB en 2014 contre 7,8% en 2013 (tableau 1).

Les déficits budgétaires ont été financés en partie sur le marché régional de la dette publique. Le montant global des émissions brutes sur le marché régional des titres publics est ressorti à 3.070,5 milliards en 2014, en hausse de 798,2 milliards par rapport à l'année 2013. Les Etats de Côte d'Ivoire et du Sénégal ont recouru également à la mobilisation d'euro-obligations sur les marchés internationaux.

1.2. Action monétaire

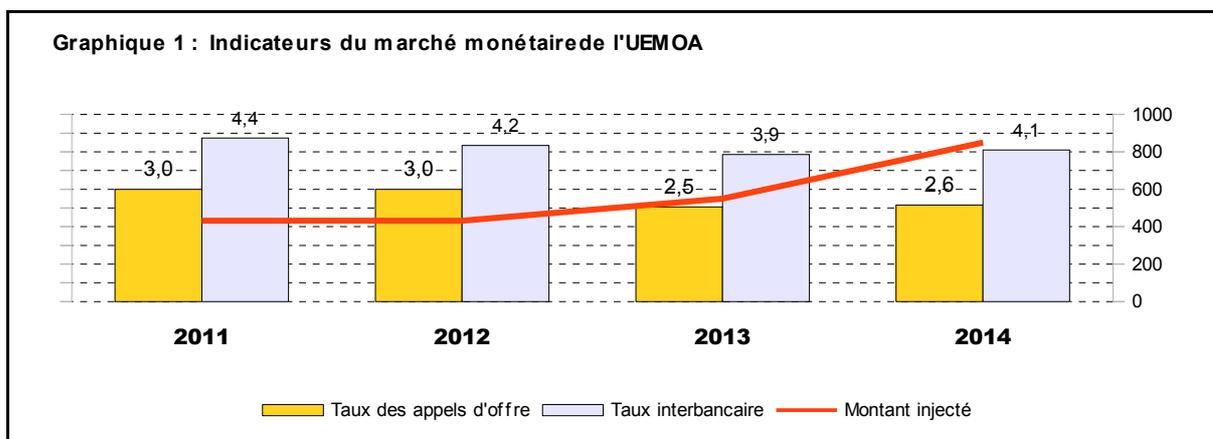
Le repli des prix des produits alimentaires locaux et des carburants a contribué à la baisse de l'inflation dans l'UEMOA en 2014. En glissement annuel, le taux d'inflation² s'est établi à -0,1% en 2014. Dans ce contexte, la Banque Centrale a maintenu ses taux d'intérêt directeurs inchangés et poursuivi l'amélioration des conditions de refinancement des banques à ses guichets. En effet, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité et le taux du guichet de prêt marginal sont restés fixés respectivement à 2,50% et 3,50%. Concernant les concours de la Banque Centrale aux établissements de crédit, de nouvelles modalités ont été introduites dans leur cadre d'octroi à partir de décembre 2013, avec l'élargissement des guichets de refinancement et l'allongement des maturités des prêts.

Dans ces conditions, les montants mis en adjudication ont connu une hausse sensible, en liaison avec les besoins des banques. A fin décembre 2014, l'encours cumulé des avances sur les guichets d'appels d'offres à une semaine et à un mois s'est établi à 2.450 milliards contre 1.600

1 Rapport annuel de la BCEAO, 2014.

2 La moyenne des 12 glissements annuels.

milliards à fin décembre 2013, soit une hausse de 53,1% d'une année à l'autre¹. Le taux moyen pondéré des opérations hebdomadaires d'injection de liquidités s'est établi à 2,6% en 2014.



Source : BCEAO.

Parallèlement à cette politique d'injection de liquidité, la BCEAO a baissé le taux d'usure de 18%, en vigueur depuis 1997, à 15%² et, en concertation avec les établissements de crédit, rendu gratuits certains services bancaires de base (voir encadré n°4, page 14). De telles mesures visent à promouvoir la bancarisation et à faciliter l'accès au financement dans les économies de l'Union.

1.3. Paysage bancaire

L'évolution du paysage bancaire de l'UEMOA a été marquée par l'augmentation du nombre d'établissements de crédit, la présence de plus en plus affirmée des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), ainsi que le développement du mobile-banking. Au 31 décembre 2014, le nombre d'établissements agréés est ressorti à 131 contre 127 à la même période de 2013. Il est dénombré 117 banques et 14 établissements financiers à caractère bancaire, soit une création nette de trois banques et un établissement financier pour l'ensemble de l'Union.

Tableau 2 : Répartition des établissements de crédit par pays

	Nombre d'unités en 2011			Nombre d'unités en 2014		
	Banques	E.F (*)	Guichets	Banques	E. F	Guichets
Bénin	13	0	190	15	0	199
Burkina	13	5	231	13	4	243
Côte d'Ivoire	25	1	567	24	2	597
Guinée-Bissau	4	0	26	4	0	26
Mali	14	2	434	14	3	514
Niger	11	1	135	11	1	140
Sénégal	21	2	367	22	2	381
Togo	13	2	183	14	2	200
Ensemble	114	13	2133	117	14	2300

Sources : Rapports annuels de la Commission Bancaire et de la BCEAO

(*) : Etablissement financier

1 Rapport annuel de la BCEAO, 2014.

2 La mesure est entrée en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2014.

Le tableau 2 donne la répartition des banques et des Établissements financiers ainsi que des guichets par pays. Le nombre indiqué pour les guichets comprend les agences, les bureaux et les points de vente. Il exclut les guichets automatiques des banques (GAB) et les distributeurs automatiques des banques (DAB).

L'activité bancaire a été caractérisée par une croissance des ressources de 15,4% et une croissance des emplois de 19,7% entre décembre 2013 et décembre 2014. L'augmentation des ressources résulte d'une hausse de 16,2% des dépôts et emprunts. Celle des emplois est liée à un accroissement de 15,7% des crédits à la clientèle. La trésorerie des établissements de crédit est ressortie déficitaire de 880,7 milliards, en dégradation par rapport à la situation de l'année précédente, en raison de l'accroissement plus accentué des emplois par rapport aux ressources.

En 2014, le secteur de la micro-finance s'est agrandi de onze unités, portant le nombre de SFD à 707 institutions à fin 2014, en comptant les réseaux des SFD sur une base unitaire. Cette évolution a permis un accroissement de 6,2% de l'accès des populations aux services financiers offerts, le nombre de bénéficiaires des prestations des SFD étant ressorti à fin 2014, à près de 13,8 millions contre 13,0 millions à fin 2013.

Les progrès enregistrés dans les activités d'intermédiation financière se sont accompagnés d'une amélioration des services bancaires connexes. L'année 2014, à l'instar des deux années précédentes, a été caractérisée par l'apparition et le développement rapide des transactions électroniques, notamment les services de paiement basés sur la téléphonie mobile. L'utilisation de la téléphonie mobile aurait ainsi contribué de manière significative au relèvement du taux d'accès des populations aux services financiers, qui a atteint 49,5% en 2014, pour un taux de bancarisation de l'ordre de 12,2% sur la période récente¹.

II. SITUATION DU MARCHÉ DU CREDIT BANCAIRE

Le marché du crédit est examiné à travers l'évolution du taux d'intérêt et du montant des crédits octroyés à la clientèle des banques. Le taux d'intérêt moyen est calculé hors commissions et charges liées à la mise en place des crédits bancaires. Le cumul des crédits ordinaires ne comprend pas les découverts bancaires et les escomptes d'effets de commerce.

2.1. Taux d'intérêt appliqués aux crédits bancaires

Les taux d'intérêt débiteurs ont poursuivi leur tendance baissière amorcée depuis 2009. Sur les cinq dernières années, ils ont baissé de manière régulière, de l'ordre de 20 points de base en moyenne par an. Le taux moyen calculé à l'échelle de l'Union est passé de 7,56% en 2013 à 7,26% en 2014, soit une réduction de 30 points de base.

La baisse des taux débiteurs a concerné toutes les catégories de clients. La plus significative a été observée sur les crédits octroyés aux particuliers et aux entreprises privées du secteur productif. En effet, le taux débiteur moyen appliqué aux particuliers est passé de 9,45% en 2013 à 9,10% en 2014, soit une baisse de 35 points de base. Concernant les concours aux entreprises privées du secteur productif, le taux débiteur moyen appliqué est passé de 7,08% en 2013 à 6,91% en 2014, soit une baisse de 17 points de base. L'évolution favorable des taux appliqués aux crédits en faveur des particuliers et des entreprises est perceptible également au niveau des crédits à la consommation et des crédits de trésorerie (tableau 3).

¹ Rapport sur la situation des services financiers via la téléphonie mobile dans l'UEMOA, BCEAO, Mars 2015.

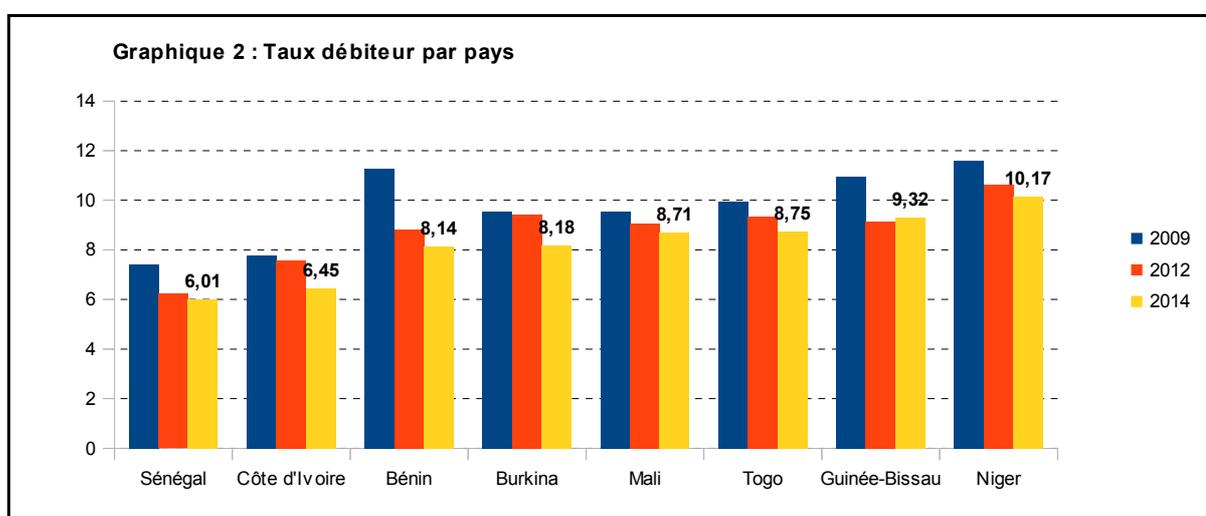
Tableau 3 : Taux débiteurs moyens selon l'objet du crédit

Objet du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Habitation	9,10	9,21	8,98	8,44	7,44	7,64
Equipement	8,95	9,45	8,99	8,77	8,45	8,21
Consommation	11,41	10,96	10,60	10,11	9,29	9,05
Trésorerie	8,08	7,85	7,72	7,27	6,90	6,68
Ensemble des crédits	8,57	8,39	8,32	7,99	7,56	7,26

Source : BCEAO.

La baisse du taux débiteur résulte essentiellement de l'assouplissement des conditions monétaires, à travers notamment la baisse du taux directeur de la BCEAO, qui est passé de 4,25% à 3,50% entre 2009 et 2014. L'ampleur de la baisse varie toutefois d'un pays à l'autre et apparaît moins important dans certains pays où la situation socio-politique est jugée plus fragile.

Les taux d'intérêt débiteurs ont baissé dans tous les pays, sauf en Guinée Bissau. L'analyse par pays montre que la baisse des taux débiteurs a été relativement plus importante au Burkina et en Côte d'Ivoire. En particulier, la Côte d'Ivoire où la situation socio-politique s'est nettement améliorée au cours de la période récente, le taux débiteur moyen est ressorti à son niveau le plus bas depuis 2005 (Graphique 2).



Source : BCEAO.

Au Mali, la baisse des taux débiteurs a été de moindre ampleur, en relation notamment avec la situation sécuritaire encore fragile. En 2014, la Place de Bamako est devenue plus chère que celles de Ouagadougou et de Cotonou, contrairement aux réalisations notées les années précédentes. En Guinée-Bissau, le taux débiteur moyen s'est au contraire accru, passant de 9,15% en 2012 à 9,30% en 2013, puis à 9,32% en 2014. Ce pays a été confronté entre 2012 et 2014 à une situation socio-politique difficile.

Les taux d'intérêt d'un pays à l'autre se sont globalement rapprochés sur l'ensemble des cinq dernières années. En 2014, l'écart entre le taux moyen des crédits accordés au Sénégal et le

taux moyen relevé au Niger s'est réduit à 4,16 points de pourcentage, contre 4,50 points de pourcentage en 2012. Cette réduction de l'écart traduirait un rapprochement progressif des taux d'intérêt des pays, la Place de Dakar étant la moins chère (6,01%) tandis que celle de Niamey apparaît être la plus chère (10,17%). L'écart-type en coupe transversale est passé de 1,54 en 2009 à 1,32 en 2012. Il est toutefois remonté à 1,39 en 2014, à cause de la hausse des taux débiteurs en Guinée-Bissau.

Encadré n°1 : Déterminants du taux débiteur

Les pays où le volume des crédits distribués est relativement plus élevé enregistrent des taux d'intérêt débiteurs plus bas. Dans l'UEMOA, c'est le cas de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, qui mobilisent respectivement 31,5% et 24,0% des crédits mis en place dans l'Union et qui enregistrent les taux débiteurs moyens les moins élevés (6,45% et 6,01% en 2014).

Les différences entre pays dans l'affectation du crédit seraient à l'origine des écarts de taux d'intérêt. En effet, les particuliers et les entreprises individuelles sont confrontés à des taux d'intérêt plus élevés, du fait de leur risque de défaut de paiement présumé plus important. La conséquence est que, dans les pays où la part relative des crédits alloués aux particuliers est plus importante, les taux d'intérêt ont tendance à être plus élevés. A l'inverse, lorsque les crédits alloués aux clients présumés plus solvables (grandes et moyennes entreprises privées du secteur productif) sont proportionnellement plus élevés, les taux sont plus bas.

Tableau 4 : Taux débiteur par pays et poids des catégories de clients

	Montants des crédits*	Part dans l'UEMOA	Part des particuliers	Taux débiteur
Bénin	1 143,3	10,65	6,46	8,14
Burkina	1 790,8	16,68	17,75	8,18
C.I	3 378,7	31,46	12,56	6,45
G-B	44,7	0,42	30,6	9,32
Mali	971,0	9,04	17,33	8,71
Niger	368,1	3,43	21,62	10,17
Sénégal	2 573,4	23,96	11,99	6,01
Togo	468,6	4,36	27,13	8,75
Ensemble	10 738,5	100	14,09	7,26

Source : BCEAO.

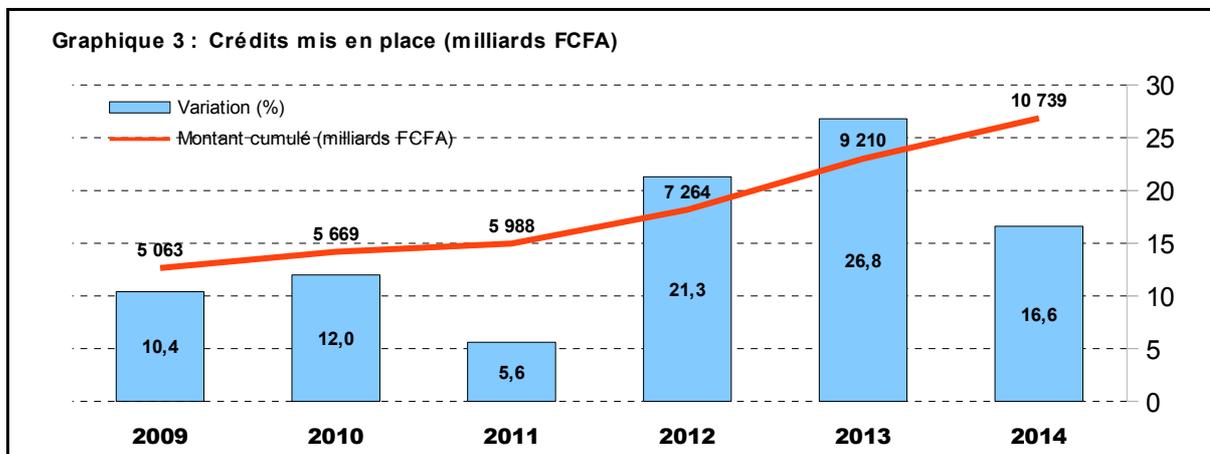
(*) Milliards de FCFA

2.2. Montant des crédits mis en place

Le cumul annuel des crédits mis en place par les banques à l'échelle de l'Union a augmenté de 16,6% en 2014. Il est en hausse dans tous les pays de l'Union. Les augmentations les plus significatives ont été relevées en Côte d'Ivoire (23,3%), au Bénin (+16,6%), au Togo (+15,7%), au Burkina (+15,4%) et au Sénégal (+14,8%). La progression des crédits est ressortie faible au Niger (+1,4%) et en Guinée-Bissau (+0,3%). Elle a été modérée au Mali (+9,9%).

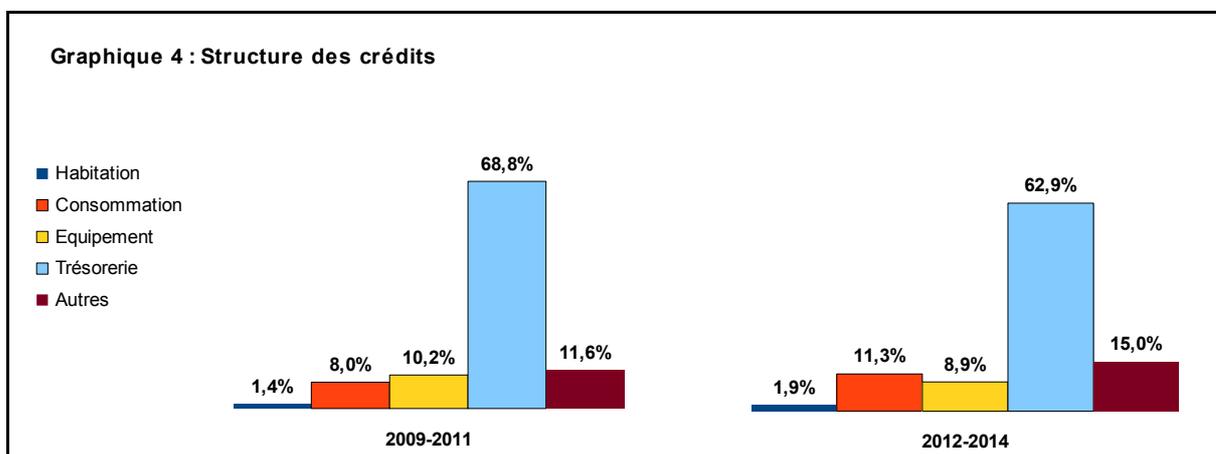
Le taux de croissance des crédits mis en place est ressorti toutefois plus faible en 2014, par rapport aux réalisations notées au cours des deux années précédentes (26,8% en 2013 et de 21,3% en 2012). Ce ralentissement du rythme de croissance laisse entrevoir un retour à la normale, après la hausse exceptionnelle constatée en 2012, à la suite de la crise socio-politique

qui a prévalu en Côte d'Ivoire. En dehors de la situation particulière de la Côte d'Ivoire, une quasi-stagnation des crédits a été relevée au Niger et en Guinée-Bissau en 2014. Elle semble refléter la fragilité de la situation sécuritaire, ainsi que le recul des investissements dans le secteur minier, lié à l'évolution défavorable des cours de certaines matières premières tel que l'or.



Sources : BCEAO.

Sur les trois dernières années, l'augmentation du volume des crédits est globalement observée pour l'ensemble des catégories de clients. Elle a bénéficié principalement aux particuliers. En effet, la part des crédits octroyés aux particuliers a atteint 15,1% en 2013 contre une proportion de 12,0% sur la période 2009-2011. Cet accroissement semble confirmer l'effet de la politique d'encouragement du crédit aux particuliers, à travers les campagnes de promotion de la bancarisation. La hausse des crédits aux particuliers a été importante au Burkina et en Côte d'Ivoire où le volume a presque doublé entre 2012 et 2013.



Source : BCEAO.

Toutefois, en 2014, la part des crédits aux particuliers est descendue à 14,1%, du fait de la baisse enregistrée au Niger (-33,6%) et au Burkina (-5,9%), ainsi que de l'importance de la décélération constatée en Côte d'Ivoire. Au Burkina, les crédits aux particuliers ont été sensibles à la dégradation de la situation socio-politique, notamment à la fin de l'année 2014. Au Niger, la situation sécuritaire pourrait être un facteur explicatif de la baisse des crédits aux particuliers.

A l'image des crédits aux particuliers, la part des crédits à la consommation dans le total des

crédits mis en place, qui s'était également accrue entre 2009 et 2013, est descendue à 10,70% en 2014. De même, la part des crédits à l'habitation s'est réduite à 1,69% en 2014, alors qu'elle avait atteint 2,21% en 2013 (Graphique 4).

En revanche, une remontée des crédits de trésorerie a été constatée en 2014, alors que la part de cette composante était en baisse tendancielle depuis 2009. Ainsi, la part des crédits de trésorerie est remontée à 69,0% en 2014, proche de sa proportion habituelle, au détriment des crédits à la consommation et des crédits à l'habitation.

Encadré n°2 : Nombre de dossiers de crédits bancaires approuvés par les banques

En 2014, les banques ont approuvé 606.701 dossiers de crédits, soit une augmentation de 2,29% par rapport à l'année précédente. Le Sénégal (25,01%), la Côte d'Ivoire (19,88%) et le Mali (17,3%) sont les pays où les banques ont approuvé le plus de dossiers de crédits. En revanche, la Guinée-Bissau (0,26%) et le Bénin (4,61%) sont les pays qui ont enregistré le moins de dossiers approuvés par les banques.

En ce qui concerne les financements mobilisés par ces dossiers, la Côte d'Ivoire (31,46%), le Sénégal (23,96%) et le Burkina (16,68%) sont les pays où les montants octroyés ont été plus importants. En Guinée-Bissau, au Niger et au Togo, les ressources mobilisées ont été nettement moindres (Tableau 5). Les données disponibles montrent que le montant moyen des ressources mobilisées par demandeur de crédit bancaire est plus important en Guinée Bissau et au Bénin, du fait de la concentration des mises en place de crédits autour des entreprises privées du secteur productif. Au Niger et au Togo, le montant moyen de ressources mobilisées par demandeur de crédit bancaire est plus faible, du fait de la proportion relativement importante des particuliers dans la clientèle des banques.

Tableau 5 : Nombre de dossiers approuvés en 2014

	Dossiers approuvés		Crédits mis en place		Montant moyen***
	Nombre	%	Montant**	%	
Bénin	27 956	4,61	1 143,3	10,65	4,09
Burkina*	87 617	14,44	1 790,8	16,68	2,04
Côte d'Ivoire	120 618	19,88	3 378,7	31,46	2,8
Guinée-Bissau	1 590	0,26	44,7	0,42	2,81
Mali	105 013	17,31	971,0	9,04	0,92
Niger	59 574	9,82	368,1	3,43	0,62
Sénégal	151 721	25,01	2 573,4	23,96	1,7
Togo	52 612	8,67	468,6	4,36	0,89
Ensemble*	606 701	100	10 738,5	100	1,77

Source : BCEAO.

* : Provisoire

** : Milliards de FCFA

*** : Millions de FCFA

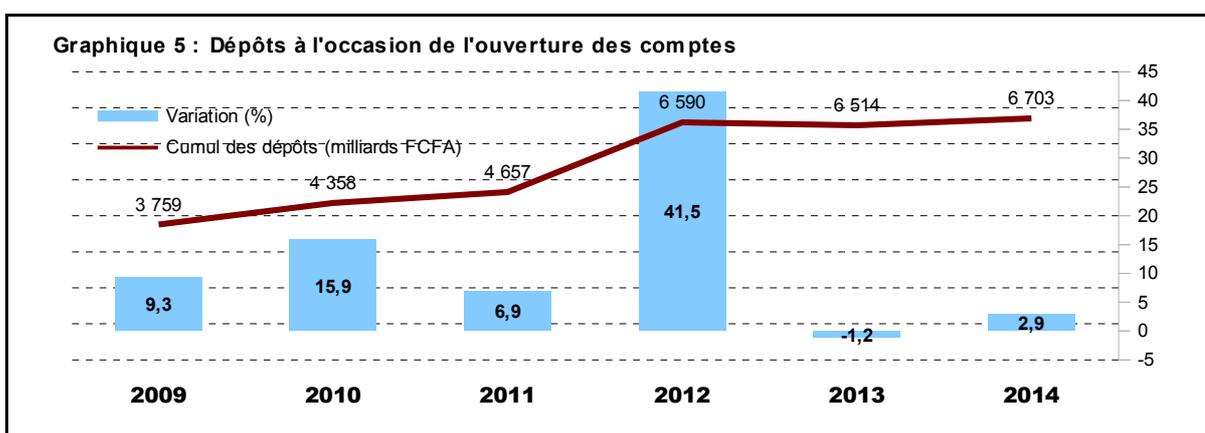
III. EVOLUTION DES DEPOTS EFFECTUES

3.1. Montants déposés à l'ouverture de nouveaux comptes

Les montants déposés à l'ouverture des comptes sont ressortis en hausse de 2,9% en 2014, après une baisse de 1,2% enregistrée en 2013 et une augmentation record de 41,5% en 2012.

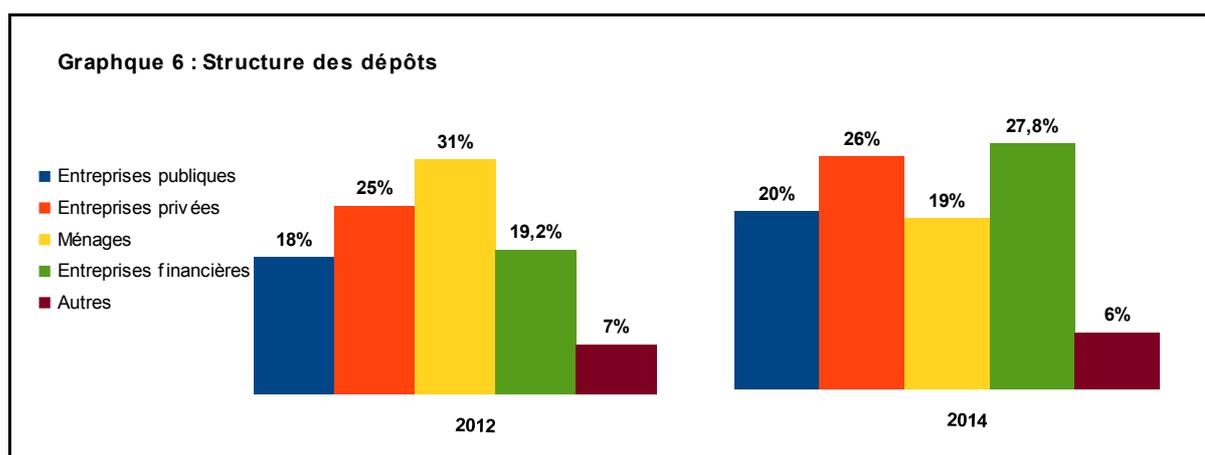
Il est observé une baisse des dépôts des particuliers et des entreprises individuelles, alors que

les dépôts des entreprises financières sont en nette hausse. A l'échelle de l'Union, les dépôts des particuliers ont baissé de 28,5% en 2013, puis de 10,5% en 2014. Les entreprises financières, qui comptent également les SFD et les structures offrant les services de paiement électroniques, ont vu leurs dépôts augmenter de 30,3% en 2013 et de 17,0% en 2014. Ce constat est mis en rapport avec l'amélioration de l'accès de la population aux services de paiement électronique, qui aurait un impact baissier sur les dépôts des particuliers dans les banques, au profit de ceux des sociétés financières¹.



Source : BCEAO.

L'évolution des dépôts est contrastée d'un pays à l'autre en 2014. Une augmentation importante a été observée au Sénégal (40,4%), au Niger (28,7%) et au Burkina (10,9%). Cette augmentation est le fait des particuliers (au Burkina et au Sénégal) et des organismes assimilés à l'Etat (au Niger). Au Bénin, au Togo et en Guinée-Bissau, les dépôts ont nettement reculé en 2014, soit respectivement de 25,5%, 17,6% et 10,9%, reflétant le recul net des dépôts des particuliers. Dans les autres pays, les dépôts se sont accrus modérément, soit de 6,0% en Côte d'Ivoire et 8,3% au Mali.



Source : BCEAO.

La structure des dépôts, selon la nature des déposants, traduit le recul des dépôts des particuliers

¹ Entre 2010 et 2014, le nombre d'institutions d'émission de monnaie électronique a presque triplé, passant de 11 à 32. L'activité a connu une dynamique croissante avec un bon significatif en 2014 (cf. encadré n°3, page suivante).

et la hausse des dépôts des sociétés financières. Par ailleurs, en 2014, les dépôts effectués par les sociétés financières sont devenus relativement plus importants que ceux des autres catégories de clientèle, notamment les entreprises privées du secteur productif. En effet, la part des dépôts des entreprises privées du secteur productif dans le total des dépôts est restée quasiment stable autour de 26%, alors que celle des sociétés financières est passée de 19,2% en 2012 à 27,8% en 2014.

Encadré n°3 : Offres des services financiers via la téléphonie mobile

Au cours des trois dernières années, le paysage financier dans l'UEMOA s'est caractérisé par une diversification des acteurs et des canaux de distribution des services financiers via la téléphonie mobile. Deux types de modèles pour l'émission de monnaie électronique sont autorisés dans l'UMOA. Il s'agit du modèle bancaire, dans lequel l'émission de monnaie électronique est effectuée sous la responsabilité d'un établissement de crédit, en partenariat ou non avec un opérateur technique, et du modèle non bancaire qui est mis en œuvre dans le cadre de l'agrément d'un établissement non bancaire, dénommé Etablissement de Monnaie Electronique (EME), pour l'émission de monnaie électronique.

Les services financiers via la téléphonie mobile ont démarré en 2009 au Sénégal et en Côte d'Ivoire, pour s'étendre progressivement à tous les pays de l'Union. Entre 2010 et 2014, le nombre d'initiatives d'émission de monnaie électronique a presque triplé, passant de 11 à 32. Les partenariats entre les banques et les opérateurs de télécommunications occupent une place dominante sur le marché avec 26 sur les 32 initiatives à fin 2014.

L'offre « Orange Money » mise en œuvre par le Groupe ORANGE, est disponible dans quatre pays de l'Union, à savoir la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger et le Sénégal. Ce groupe est le plus dynamique des opérateurs de télécommunication impliqués dans l'offre de services financiers via la téléphonie mobile et s'associe généralement avec les filiales de BNP Paribas, dans les différents Etats concernés, à l'exception du Niger où il est en partenariat avec Bank of Africa (BOA). Il détient 35% du nombre global de souscripteurs aux services financiers par téléphonie mobile dans l'Union, suivi par Moov (21%) et MTN (17%). La seule institution de micro-finance autorisée à émettre la monnaie électronique n'a pas démarré ses activités.

Du point de vue des institutions financières, les groupes bancaires BNP Paribas, BIAO, Ecobank et Société Générale, sont les plus impliqués dans l'émission de monnaie électronique. Les filiales de la BNP Paribas, présentes en Côte d'Ivoire, au Burkina, au Mali et au Sénégal, regroupent 34% des souscripteurs, soit plus de 6 millions d'abonnés.

Rapport sur la situation des services financiers, BCEAO, 2014

La structure des dépôts selon la durée n'a pas été significativement modifiée au cours des dernières années. En 2014, les dépôts d'une durée inférieure à un an ont représenté 75,4% du total des crédits contre 74,4% en 2011. Cette structure des dépôts continue de constituer un des obstacles identifiés par les banques dans le processus d'octroi des crédits et de financement de l'économie, qui limite leur capacité à accorder des crédits à long terme. En effet, la mobilisation de ressources en vue du financement de l'économie nécessite la disponibilité d'une épargne adaptée au besoin de ce financement¹.

¹ La réglementation prudentielle a été modifiée en 2012 pour tenir compte des besoins de financement à moyen et long terme.

Tableau 6 : Structure des dépôts selon la durée (%)

Durée	2011	2012	2013	2014
Inférieure ou égale à 1 mois	24,9	26,8	25,9	22,4
Comprise entre 1 mois et 3 mois	26,2	19,6	19,7	21,2
Comprise entre 3 mois et 6 mois	12,2	17,1	15,7	18,3
Comprise entre 6 mois et 1 an	10,2	13,9	13,3	13,5
Comprise entre 1 an et 2 ans	7,3	9,3	8,1	6,5
Comprise entre 2 ans et 5 ans	15,0	10,3	12,8	12,2
Comprise entre 5 ans et 10 ans	3,2	1,8	1,3	2,6
Supérieure à 10 ans	1,1	1,2	3,1	3,3

Source : BCEAO.

3.2. Taux créditeurs

Le taux de rémunération des dépôts bancaires est ressorti en amélioration continue sur les trois dernières années. Le taux moyen est passé de 5,04% en 2012 à 5,25% en 2013, puis à 5,33% en 2014. L'augmentation est relevée dans l'ensemble des pays de l'Union et a bénéficié à toutes les catégories de déposants, sauf les particuliers. En effet, les entreprises privées du secteur productif ont été rémunérées à un taux moyen de 5,56% en 2013 et en 2014. Le taux de rémunération appliqué aux sociétés financières est passé de 4,36% en 2013 à 4,73% en 2014. En revanche, pour les particuliers, le taux d'intérêt appliqué à leurs dépôts est passé de 5,09% en 2013 à 4,96% en 2014.

Tableau 7 : Taux créditeurs moyens par pays

Pays	2011	2012	2013	2014
Bénin	6,16	5,68	6,07	6,17
Burkina	5,62	4,57	4,82	5,17
Côte d'Ivoire	5,31	5,25	5,21	5,15
Guinée-Bissau	4,23	4,63	4,71	4,64
Mali	4,90	4,74	4,91	4,93
Niger	5,09	5,34	5,57	5,55
Sénégal	4,89	5,09	5,60	5,51
Togo	4,87	5,04	5,15	5,28
UEMOA	5.29	5.04	5.25	5.33

Source : BCEAO.

En 2014, les placements les mieux rémunérés restent ceux des entreprises (sociétés d'Etat et EPIC, entreprises d'assurance, caisses de retraite, sociétés privées du secteur productif), qui ont bénéficié de taux créditeurs supérieurs à 5%. A l'inverse, les taux de rémunération des dépôts des particuliers (4,96%) et de la clientèle financière des banques sont les moins élevés.

Sur les trois dernières années, la hausse des taux créditeurs est constatée dans tous les pays. L'ampleur de l'augmentation est différente d'un pays à l'autre (Tableau 7) et l'écart entre les taux débiteurs les plus faibles et les taux débiteurs les plus élevés ne s'est pas réduit en 2013 et en 2014. Cet écart est passé de 1,11 en 2012 à 1,36 en 2013, puis à 1,53 en 2014. L'écart-type en coupe transversale est passé de 0,38 en 2012 à 0,46 au cours des deux dernières années, en relation avec la baisse des taux en Guinée Bissau.

IV. CONDITIONS GENERALES DE BANQUE

4.1. Conditions d'ouverture de comptes bancaires

Au cours de l'année 2014, il a été observé une tendance à l'allègement des conditions générales de banques, voire la disparition progressive des montants exigés à l'ouverture de comptes bancaires. Au moins 18 banques ont procédé à la suppression du montant minimum exigé à l'ouverture d'un compte bancaire en 2014. Une dizaine de banques ont procédé à une baisse significative de ce montant, lorsqu'il est exigé.

Les conditions restent très variables d'un pays à l'autre et, dans un même pays, d'une banque à l'autre. Pour l'ouverture d'un compte courant par exemple, le montant minimum exigé par les banques tourne autour de 200.000 FCFA dans plusieurs pays, notamment au Bénin¹, en Guinée-Bissau, au Niger et au Togo. Le montant moyen s'est situé à environ 100.000 FCFA au Mali et s'élève à 3.500.000 FCFA en Côte d'Ivoire (Tableau 8).

Pour l'ouverture d'un compte d'épargne, le montant minimum exigé à l'ouverture tourne autour de 20.000 FCFA dans certains pays tels que le Bénin, le Mali, le Niger et le Togo. Il y a lieu de noter qu'il est en baisse par rapport à l'année précédente (Tableau 6). Ce montant s'élève à 65.000 FCFA au Sénégal et à 200.000 FCFA en Côte d'Ivoire.

Encadré n°4 : Liste des services bancaires offerts à titre gratuit

1. Ouverture, fonctionnement et suivi de compte

Ouverture de compte, délivrance de livret d'épargne, tenue de compte sur livret d'épargne, transmission de relevé de compte, relevé récapitulatif des frais annuels, dépôt d'espèce dans la banque du client, retrait d'espèce dans la banque du client, domiciliation de salaire, changement d'élément constitutif du dossier du client, mise en place d'une autorisation de prélèvement.

2. Moyens et opérations de paiement

Retrait auprès d'un guichet automatique de la banque du client, paiement par carte bancaire au sein de l'UEMOA, consultation de solde et édition du relevé de solde au GAB/DAB dans la banque du client, virement de compte à compte dans la même banque, encaissement de chèques tirés sur une banque de l'Union.

3. Banque à distance

Avis de débit et de crédit par voie électronique, consultation et édition du solde et de l'historique du compte à travers le GAB/DAB de la banque du client.

4.2. Frais de tenue de compte

Sur la base des données disponibles, les frais de tenue de compte sont orientés à la baisse et nettement différents d'un pays à l'autre ou d'une banque à l'autre. En effet, en ce qui concerne les

1 La moyenne calculée ne prend pas en compte les banques qui n'exigent pas de montant minimum.

comptes courants, les frais de mouvement de comptes sont passés d'une moyenne trimestrielle de 36.000 FCFA à 30.000 FCFA au Bénin par exemple, entre 2013 et 2014. Sur la même période, ils ont diminué de 30.000 FCFA à 25.000 FCFA en Côte d'Ivoire.

			Bénin	C. Ivoire	G. Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Compte courant	2013	Plus élevé	1 000 000	15 000 000	1 000 000	250 000	1 000 000	5 000 000	1 000 000
		Moins élevé	50 000	50 000	100 000	25 000	15 000	25 000	25 000
		Moyenne	425 000	3 719 118	400 000	135 625	254 000	719 643	177 083
	2014	Plus élevé	1 000 000	15 000 000	250 000	250 000	1 000 000	5 000 000	1 000 000
		Moins élevé	50 000	100 000	100 000	25 000	15 000	50 000	25 000
		Moyenne	175 000	3 573 529	150 000	103 125	254 000	571 875	177 083
	Banques n'en exigeant plus			4	4	1	3	0	5
Compte d'épargne	2013	Plus élevé	100 000	2 000 000	80 000	50 000	25 000	1 000 000	50 000
		Moins élevé	5 000	10 000	10 000	5 750	10 000	5 000	1 000
		Moyenne	21 875	258 382	41 250	24 469	21 000	150 000	22 583
	2014	Plus élevé	100 000	2 000 000	80 000	50 000	25 000	1 000 000	50 000
		Moins élevé	5 000	10 000	10 000	5 750	10 000	5 000	1 000
		Moyenne	15 625	195 294	41 250	16 344	21 000	65 789	22 583
	Banques n'en exigeant plus			4	6	0	2	0	7

Source : BCEAO.

			Bénin	C. Ivoire	G. Bissau	Sénégal	Togo
Compte courant	2013	Plus élevé	49 500	60 000	135 000	100 000	39 600
		Moins élevé	13 500	5 925	17 775	4 000	9 000
		Moyenne	36 169	28 266	60 694	24 944	29 563
	2014	Plus élevé	49 500	60 000	45 000	75 000	54 450
		Moins élevé	0	5 925	17 775	7 500	9 000
		Moyenne	30 544	25 121	42 413	24 258	32 086
Compte d'épargne	2013	Plus élevé	0	1 500	0	10 000	4 500
		Moins élevé	0	0	0	0	0
		Moyenne	0	210	0	1 421	525
	2014	Plus élevé	0	0	0	10 500	900
		Moins élevé	0	0	0	0	0
		Moyenne	0	0	0	833	150

Source : BCEAO.

S'agissant des comptes d'épargne, les frais de tenue de compte ont significativement diminué. Dans la plupart des pays, ces frais n'existent quasiment plus. Seules quelques banques au Sénégal et, dans une moindre mesure, au Togo et en Côte d'Ivoire continuent de prélever des frais relativement faibles (tableau 9).

4.3. Charges et commissions¹

Les charges et les commissions liées à la gestion de comptes bancaires ne semblent pas avoir baissé entre 2013 et 2014. Au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, où les données disponibles ont pu être exploitées, il est observé que les commissions de mouvement de comptes sont restées stables ou ont augmenté. Sur une base trimestrielle, le taux appliqué au total des montants inscrits au débit du compte des entreprises est de 0,042% au Bénin, 0,034% en Côte d'Ivoire et 0,046% au Sénégal. Entre 2013 et 2014, il est ressorti stable au Bénin et en hausse en Côte d'Ivoire (+3,8%) et au Sénégal (+4,5%).

V. CONCLUSION

A l'échelle de l'UEMOA, la situation du marché du crédit bancaire a enregistré une évolution relativement favorable en 2014. Le taux d'intérêt débiteur moyen a poursuivi sa tendance baissière amorcée en 2009. Hors charges et commissions, il est ressorti en 2014 à 7,26% contre 8,60% en 2009, soit une baisse continue de plus de 20 points de base par an. Ce repli des taux débiteurs s'inscrit dans un contexte de reprise de la croissance économique et de consolidation de la stabilité socio-politique. Il est également le résultat de nombreuses initiatives prises par les Autorités monétaires pour assouplir les conditions d'octroi des crédits bancaires. Par ailleurs, les taux de rémunération des dépôts se sont raffermis sur la période dans tous les pays, ce qui est favorable à l'accroissement de l'épargne.

Le volume des crédits mis en place s'est également accru, dans le sillage des actions entreprises notamment par les Autorités monétaires. Toutefois, les besoins de financement accrus auxquels font face les Etats membres de l'Union exigent que davantage d'efforts soient déployés en vue d'améliorer l'efficacité du marché du crédit bancaire. Pour relever ces défis, les Autorités de l'Union ont engagé divers chantiers relatifs notamment au renforcement de l'inclusion financière, à la promotion de produits d'épargne diversifiés, à la promotion de la banque à distance, afin de réduire la facturation des services bancaires à la clientèle. Des mesures ont été également prises en vue d'adapter les normes prudentielles aux enjeux du financement des économies et mettre en place des systèmes de centralisation d'informations et d'analyse des risques sur les personnes physiques et morales.

A terme, la mise en œuvre de ces actions devrait permettre de relever les indicateurs de profondeur et d'accessibilité au système financier de l'Union pour les hisser au niveau de ceux des économies émergentes.

=====

¹ Les données relatives aux charges payés par la clientèle au profit des banques lors de la mise en place de crédit ne sont pas exhaustives. Seules les données communiquées par les Directions Nationales de la BCEAO pour le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, la Guinée-Bissau et le Togo ont pu être convenablement exploitées. Même pour ces pays, les informations sur les charges et les commissions sont parcellaires, ce qui limite les possibilités d'analyses comparatives.

ANNEXES

1. UEMOA

1.1. CRÉDITS MIS EN PLACE (milliards FCFA)

Tableau 1.1.1. Par catégorie de la clientèle	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	218,2	136,7	182,5	228,8	252,9	290,6
Particuliers	543,7	711,0	767,3	1 070,1	1 389,4	1 509,7
Clientèle financière	46,7	27,9	54,7	50,3	61,3	86,1
Sociétés d'Etat et EPIC	193,8	209,4	153,4	244,9	261,3	384,1
Assurances-Caisses de retraite	6,5	6,9	5,5	9,1	36,5	66,3
Entreprises privées du secteur productif	2 978,4	3 393,6	3 796,3	4 201,1	5 831,5	6 708,2
Entreprises individuelles	950,7	1 085,5	842,7	1 228,3	1 152,3	1 382,6
Coopératives et groupements villageois	37,4	37,2	49,1	72,1	51,6	76,2
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	56,5	26,4	90,5	89,6	99,3	121,5
Personnels des banques	31,5	34,7	45,6	69,7	74,0	83,7
Total	5 063,3	5 669,3	5 987,5	7 263,9	9 210,0	10 708,9

Tableau 1.1.2. Par objet économique	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Habitation	70,7	78,8	80,4	122,2	203,7	181,2
Exportation	65,2	61,8	55,7	41,7	27,3	175,2
Equipement	507,9	507,9	690,4	734,4	811,2	866,9
Consommation	342,4	470,4	525,7	812,2	1 106,7	1 146,2
Trésorerie	3 646,3	3 992,8	3 859,8	4 651,0	5 534,4	6 932,7
Autres	430,8	557,6	775,4	902,4	1 526,7	1 406,6
Total	5 063,3	5 669,3	5 987,5	7 263,9	9 210,0	10 708,9

Tableau 1.1.3. Par durée	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	1 893,7	1 954,9	1 541,0	1 822,3	2 654,8	2 928,7
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	1 104,9	1 194,0	1 288,4	1 825,6	1 959,1	2 447,8
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	475,7	587,6	874,5	986,6	1 063,0	1 150,8
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	332,9	470,8	500,7	591,6	840,8	1 023,4
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	282,4	359,2	374,2	399,4	497,7	589,1
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	805,9	873,7	1 036,4	1 149,5	1 461,8	1 714,1
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	136,6	189,5	324,7	429,0	654,8	726,9
Plus de 10 ans	31,2	39,6	47,6	60,1	77,9	128,1
Total	5 063,3	5 669,3	5 987,5	7 263,9	9 210,0	10 708,9

1.2. TAUX DEBITEURS MOYENS (en %)

Tableau 1.2.1. Par catégorie de la clientèle	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	7,75	7,33	7,82	7,33	7,35	7,03
Particuliers	11,25	10,72	10,61	10,31	9,45	9,10
Clientèle financière	8,72	7,99	8,03	8,28	6,32	6,41
Sociétés d'Etat et EPIC	7,98	8,04	7,46	6,73	7,04	6,66
Assurances-Caisses de retraite	9,44	4,87	10,08	10,09	9,69	8,32
Entreprises privées du secteur productif	8,31	8,11	7,81	7,48	7,08	6,92
Entreprises individuelles	8,18	8,09	8,94	8,31	8,11	7,32
Coopératives et groupements villageois	9,68	9,48	8,09	8,51	8,82	8,41
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	10,04	9,42	9,11	7,22	7,57	6,65
Personnels des banques	3,09	3,07	4,30	3,98	2,82	4,25
Total	8,57	8,39	8,32	7,99	7,56	7,26

Tableau 1.2.2. Par objet économique	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Habitation	9,10	9,21	8,98	8,44	7,44	7,64
Exportation	8,82	8,92	8,82	7,98	8,24	5,89
Equipement	8,95	9,45	8,99	8,77	8,45	8,21
Consommation	11,41	10,96	10,60	10,11	9,29	9,05
Trésorerie	8,06	7,85	7,72	7,27	6,90	6,69
Autres	9,99	8,96	9,07	9,12	8,22	8,16
Total	8,57	8,39	8,32	7,99	7,56	7,26

Tableau 1.2.3. Par durée	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	7,26	7,13	6,93	6,83	6,20	6,14
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	8,11	7,71	7,33	6,67	6,52	6,00
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	9,95	9,44	8,89	8,64	8,65	8,18
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	9,45	9,14	9,74	9,33	8,73	8,70
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	10,87	10,41	9,84	9,61	8,88	8,76
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	10,12	10,15	9,85	9,86	9,24	8,67
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	9,60	8,97	8,75	8,92	8,25	8,11
Plus de 10 ans	7,64	6,65	6,76	6,09	6,97	6,73
Total	8,57	8,39	8,32	7,99	7,56	7,26

1.3. DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES (milliards FCFA)

Tableau 1.3.1. Par catégorie de la clientèle	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	493,2	456,5	451,7	497,8	538,9	500,4
Particuliers	745,2	807,3	868,7	1 733,8	1 238,8	1 108,6
Clientèle financière	206,6	301,3	453,8	736,5	959,8	1 122,6
Sociétés d'Etat et EPIC	408,0	440,6	493,8	696,9	711,0	887,8
Assurances-Caisses de retraite	343,0	417,0	372,7	524,6	663,0	714,7
Entreprises privées du secteur productif	1 105,2	1 334,4	1 398,0	1 648,4	1 798,3	1 807,8
Entreprises individuelles	185,1	286,9	205,0	319,4	247,1	166,9
Coopératives et groupements villageois	49,2	70,9	62,3	117,7	111,9	116,6
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	215,2	223,9	341,2	296,2	231,6	266,7
Personnels des banques	8,4	19,1	10,0	18,5	13,5	10,8
Total	3759,06	4357,93	4657,11	6589,98	6514,08	6702,94

Tableau 1.3.2. Par objet économique	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépôt à terme	3 665,9	4 134,1	4 484,3	6 370,9	6 316,7	6 570,7
Epargne à régime spécial	30,4	30,6	28,2	42,4	33,5	20,1
Bon de caisse	56,6	177,7	143,0	173,0	147,8	89,3
Certificat de dépôt		0,2			0,3	4,6
Autres	6,2	15,3	1,6	3,7	15,7	18,1
Total	3759,06	4357,93	4657,11	6589,98	6514,08	6702,94

Tableau 1.3.3. Par durée	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	992,9	1 323,5	1 158,2	1 764,7	1 687,9	1 495,5
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	791,6	1 078,6	1 219,3	1 290,0	1 285,0	1 404,0
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	413,8	444,2	567,2	1 124,6	1 023,9	1 176,0
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	475,3	468,0	474,5	919,3	865,9	926,6
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	234,1	225,3	338,2	613,9	525,2	457,3
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	589,9	639,6	699,8	679,6	836,0	830,3
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	51,9	83,4	150,1	117,0	86,2	174,6
Non déterminée	209,5	95,2	50,0	81,0	204,0	238,7
Total	3759,06	4357,93	4657,11	6589,98	6514,09	6702,94

1.4. TAUX CREDITEURS MOYENS (en %)

Tableau 1.4.1. Par catégorie de la clientèle	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	4,94	5,09	5,26	5,34	5,21	5,37
Particuliers	4,77	4,71	4,82	4,49	5,09	4,96
Clientèle financière	5,69	5,42	5,52	4,81	4,36	4,73
Sociétés d'Etat et EPIC	5,15	5,16	5,31	5,11	5,45	5,83
Assurances-Caisses de retraite	5,52	5,48	5,57	5,53	5,73	5,76
Entreprises privées du secteur productif	5,14	5,19	5,42	5,32	5,56	5,56
Entreprises individuelles	4,77	5,11	4,99	5,07	5,27	4,76
Coopératives et groupements villageois	5,44	5,73	5,54	5,53	5,64	5,28
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	5,24	5,24	5,45	5,52	5,41	5,31
Personnels des banques	5,30	5,04	5,51	5,12	5,24	5,16
Total	5,10	5,14	5,29	5,04	5,25	5,33

Tableau 1.4.2. Par objet économique	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépôt à terme	5,10	5,12	5,28	5,04	5,26	5,34
Epargne à régime spécial	5,08	4,75	4,73	4,34	5,76	5,20
Bon de caisse	5,34	5,74	5,52	5,38	5,12	4,65
Certificat de dépôt	3,50	4,88			4,96	6,13
Autres	3,49	4,14	4,82	5,34	4,75	4,41
Total	5,10	5,14	5,29	5,04	5,25	5,33

Tableau 1.4.3. Par durée	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	5,00	5,00	5,02	4,56	4,43	4,29
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,08	5,07	5,17	5,06	5,44	5,41
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,96	5,12	5,47	5,07	5,55	5,77
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	5,09	5,14	5,12	4,98	5,04	5,22
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	5,20	5,31	5,75	5,64	5,89	5,41
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	5,42	5,47	5,60	5,60	5,91	6,18
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	5,42	5,62	5,77	5,68	5,81	5,86
Non déterminée	4,78	4,79	4,79	5,27	5,75	6,08
Total	5,10	5,14	5,29	5,04	5,25	5,33

2. BENIN**2.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)**

Tableau 2.1.1. Répartition par nature du débiteur	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	23,6	11,1	10,5	42,2	57,5	58,7
Particuliers	35,7	39,0	52,6	48,2	53,5	55,0
Clientèle financière	8,9	5,0	8,5	3,6	14,6	14,6
Sociétés d'Etat et EPIC	10,9	17,4	10,1	31,1	100,4	94,8
Assurances-Caisses de retraite	2,6	0,2	0,0	1,9	5,9	5,9
Entreprises privées du secteur productif	374,1	351,2	428,4	465,2	670,7	685,1
Entreprises individuelles	39,3	44,6	58,4	93,9	66,3	65,9
Coopératives et groupements villageois	1,8	1,5	2,4	1,5	4,7	4,8
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	19,8	6,7	5,2	4,2	2,9	2,5
Personnels des banques	2,4	2,3	4,0	6,3	4,1	4,0
Total	519,1	478,9	580,1	698,0	980,5	991,3

Tableau 2.1.2. Répartition par objet du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Habitation	1,2	8,5	5,0	4,1	20,6	20,8
Exportation	30,7	0,6	0,7	7,7	0,6	0,5
Equipement	74,6	66,2	115,7	146,0	105,1	109,3
Consommation	34,8	17,4	25,0	29,6	39,9	40,2
Trésorerie	312,2	326,1	332,7	417,5	538,1	539,0
Autres	65,6	60,2	101,0	93,1	276,0	281,6
Total	519,1	478,9	580,1	698,0	980,5	991,3

Tableau 2.1.3. Répartition par durée du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	42,0	71,2	64,9	95,2	114,8	108,9
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	113,6	114,6	135,0	183,5	212,8	216,2
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	122,7	89,7	102,0	152,4	183,7	184,4
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	47,1	56,1	74,1	83,9	124,8	128,3
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	64,3	56,9	65,2	55,9	87,0	87,9
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	92,0	69,5	96,2	87,0	153,1	159,2
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	36,4	19,4	36,8	38,8	90,8	92,9
Plus de 10 ans	1,0	1,4	6,0	1,4	13,5	13,5
Total	519,1	478,9	580,1	698,0	980,5	991,3

2.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 2.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	8,33	9,64	7,75	7,10	7,05	7,05
Particuliers	11,01	10,53	10,17	10,09	9,99	9,96
Clientèle financière	7,82	8,37	5,53	7,71	5,00	5,00
Sociétés d'Etat et EPIC	8,73	8,22	8,55	8,45	7,52	7,54
Assurances-Caisses de retraite	10,16	14,00	13,84	9,69	10,76	10,76
Entreprises privées du secteur productif	11,66	11,70	8,97	8,67	8,87	8,85
Entreprises individuelles	12,45	12,82	11,17	9,98	10,99	11,02
Coopératives et groupements villageois	9,82	8,67	8,35	7,18	6,29	6,41
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	10,03	8,30	8,54	8,52	7,79	7,83
Personnels des banques	2,15	1,97	4,43	6,43	3,16	3,14
Total	11,27	11,40	9,18	8,81	8,74	8,74

Tableau 2.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Habitation	10,14	11,00	9,71	8,98	8,47	8,40
Exportation	8,24	11,98	10,84	7,79	11,76	11,69
Equipement	10,27	10,27	9,03	8,72	9,08	9,03
Consommation	10,39	9,86	9,06	9,52	8,70	8,71
Trésorerie	12,43	12,31	9,31	8,83	8,78	8,82
Autres	8,81	8,19	8,92	8,74	8,57	8,51
Total	11,27	11,40	9,18	8,81	8,74	8,74

Tableau 2.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	11,28	12,23	8,97	8,58	8,43	8,38
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	11,33	11,95	8,61	8,53	8,50	8,54
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	11,57	12,02	9,25	8,85	8,95	8,98
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	10,11	9,55	9,89	9,23	9,17	9,09
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	11,96	11,37	9,99	9,13	8,87	8,92
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	10,98	10,80	9,64	9,21	8,94	8,90
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	11,20	10,07	8,29	8,43	8,06	8,05
Plus de 10 ans	7,85	6,62	3,83	4,62	10,03	10,06
Total	11,27	11,40	9,18	8,81	8,74	8,74

2.3. DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES (milliards FCFA)

Tableau 2.3.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	76,6	68,3	96,7	118,3	87,0	93,9
Particuliers	71,7	52,0	70,9	297,9	215,6	224,1
Clientèle financière	44,2	22,5	40,8	17,5	43,4	43,7
Sociétés d'Etat et EPIC	76,2	54,5	85,3	94,6	77,3	94,1
Assurances-Caisses de retraite	50,5	33,3	28,4	46,8	110,2	112,6
Entreprises privées du secteur productif	168,5	110,8	142,5	132,4	172,8	174,5
Entreprises individuelles	9,6	1,8	11,6	13,1	12,9	13,0
Coopératives et groupements villageois	4,5	5,6	3,1	4,3	4,7	4,6
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	28,3	15,6	14,5	14,3	24,1	23,5
Personnel des banques	0,3	6,8	0,5	1,4	0,4	0,4
Total	530,43	371,13	494,45	740,62	748,46	784,34

Tableau 2.3.2. Répartition selon la nature du dépôt	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépôt à terme	528,6	357,8	491,5	717,0	743,4	779,4
Epargne à régime spécial	0,7	3,6	0,6	0,4	1,3	1,3
Bon de caisse			1,0	20,5	0,9	0,9
Certificat de dépôt						
Autres	1,2	9,7	1,3	2,7	2,8	2,7
Total	530,43	371,13	494,45	740,62	748,46	784,34

Tableau 2.3.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	99,4	61,5	54,4	44,1	36,5	36,6
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	81,4	70,7	89,0	60,9	81,3	78,9
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	78,5	76,3	97,3	155,8	82,7	84,3
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	101,9	55,1	53,4	93,8	94,6	90,2
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	59,5	45,6	69,2	216,5	186,7	187,2
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	84,8	56,0	123,0	136,8	215,4	222,8
sup à 5 et inf à 10 ans	9,0	5,5	7,7	15,1	22,9	24,5
Sup à 10 ans ou non déterminée	16,0	0,5	0,5	17,4	28,3	59,8
Total	530,43	371,13	494,45	740,62	748,46	784,34

2.4. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 2.4.1. Taux d'intérêt par nature du créateur	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	5,10	5,19	6,27	6,38	6,44	6,42
Particuliers	3,81	3,94	5,39	4,95	5,55	5,57
Clientèle financière	5,75	5,82	6,25	6,74	6,56	6,52
Sociétés d'Etat et EPIC	5,50	5,87	6,63	6,69	6,58	6,63
Assurances-Caisses de retraite	5,50	5,50	6,40	6,71	6,59	6,59
Entreprises privées du secteur productif	4,74	4,64	6,08	5,53	5,92	5,97
Entreprises individuelles	4,91	4,79	6,40	4,19	5,66	5,67
Coopératives et groupements villageois	5,35	5,56	6,64	6,33	6,16	6,14
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	4,45	4,71	6,18	6,40	5,75	5,73
Personnel des banques	4,68	5,02	5,32	5,40	4,63	4,66
Total	4,93	5,00	6,16	5,68	6,07	6,10

Tableau 2.4.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépôt à terme	4,92	5,00	6,16	5,72	6,07	6,10
Epargne à régime spécial	4,04	4,29	3,62	3,66	4,69	4,66
Bon de caisse			6,38	4,27	6,99	6,99
Certificat de dépôt						
Autres	5,60	5,04	5,56	5,67	5,09	5,08
Total	4,93	5,00	6,16	5,68	6,07	6,10

Tableau 2.4.3. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	5,20	5,69	5,83	5,26	5,54	5,54
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	4,93	5,01	5,87	5,84	5,94	5,84
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,69	4,77	6,11	5,56	6,32	6,34
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,85	4,70	6,09	5,53	6,16	6,19
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	4,38	4,79	6,34	5,63	6,03	6,00
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	5,22	5,06	6,54	6,10	6,25	6,27
sup ou égale à 10 ans	4,77	4,37	5,43	6,03	5,39	5,36
Non déterminée	5,36	5,98	5,84	5,22	5,53	6,22
Total	4,93	5,00	6,16	5,68	6,07	6,10

3. BURKINA

3.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 3.1.1. Répartition par nature du débiteur	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	16,9	25,4	36,1	21,3	41,8	32,2
Particuliers	63,8	74,0	82,6	131,7	337,9	317,9
Clientèle financière	3,8	0,4	0,2	0,1		2,1
Sociétés d'Etat et EPIC	41,3	40,4	7,4	36,1	53,2	77,1
Assurances-Caisses de retraite						0,7
Entreprises privées du secteur productif	204,9	400,5	607,8	570,2	897,4	1 118,3
Entreprises individuelles	63,2	98,2	155,7	151,4	185,4	186,8
Coopératives et groupements villageois	2,8	3,1	0,4	0,9	4,8	23,2
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	3,8	6,2	6,4	7,4	10,6	18,4
Personnels des banques	7,0	8,9	3,7	5,9	20,3	14,1
Total	407,5	657,1	900,3	924,9	1 551,2	1 790,8

Tableau 3.1.2. Répartition par objet du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Habitation	8,4	7,2	5,5	11,9	48,7	26,1
Exportation	8,9	30,8	13,2	7,9	18,4	6,7
Equipement	32,8	38,2	69,4	69,2	125,6	152,5
Consommation	48,1	65,0	67,6	99,9	275,4	216,0
Trésorerie	249,5	374,8	540,2	503,1	778,9	1 057,9
Autres	59,9	141,1	204,3	232,9	304,2	331,6
Total	407,5	657,1	900,3	924,9	1 551,2	1 790,8

Tableau 3.1.3. Répartition par durée du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	95,4	169,2	278,7	265,6	466,4	520,8
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	86,5	104,1	176,2	134,4	189,5	277,4
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	51,6	128,9	122,0	147,1	172,9	149,6
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	52,1	51,0	74,3	108,5	168,5	284,7
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	30,9	74,3	72,5	68,9	105,9	106,2
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	76,5	103,4	126,6	146,3	281,7	275,1
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	9,9	25,3	44,3	49,9	160,4	152,8
Plus de 10 ans	4,6	0,9	5,7	4,2	6,0	24,2
Total	407,5	657,1	900,3	924,9	1 551,2	1 790,8

3.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 3.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	8,15	8,43	8,64	8,29	7,92	6,57
Particuliers	11,21	10,61	10,46	10,32	8,55	8,12
Clientèle financière	9,41	7,16	9,13	10,82		8,18
Sociétés d'Etat et EPIC	7,32	6,58	5,41	7,33	7,64	6,52
Assurances-Caisses de retraite	12,46	12,50	10,00	9,76		7,75
Entreprises privées du secteur productif	9,39	9,30	9,18	9,16	8,40	8,12
Entreprises individuelles	10,90	10,76	10,37	10,51	9,42	10,18
Coopératives et groupements villageois	12,31	8,91	11,86	8,34	8,19	7,74
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	8,55	9,11	9,73	9,63	9,57	7,65
Personnels des banques	3,21	3,11	2,37	3,39	1,74	1,75
Total	9,55	9,38	9,43	9,42	8,44	8,18

Tableau 3.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Habitation	8,91	9,27	10,16	9,06	6,73	6,96
Exportation	10,18	8,84	9,24	9,09	7,24	7,75
Equipement	10,31	9,64	9,95	9,77	8,21	8,11
Consommation	10,06	9,88	10,14	10,16	8,56	7,89
Trésorerie	8,87	9,52	9,45	9,35	8,58	8,27
Autres	8,41	8,83	8,96	9,19	8,41	8,22
Total	9,55	9,38	9,43	9,42	8,44	8,18

Tableau 3.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	10,30	9,83	9,96	10,07	8,58	8,28
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	8,16	9,15	8,48	8,29	8,56	7,20
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	8,91	8,93	8,92	8,81	8,93	8,67
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	10,18	9,68	9,89	9,34	8,76	9,37
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	10,31	9,13	9,34	9,24	7,62	8,29
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	10,06	9,70	9,87	9,75	8,37	7,87
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,87	8,52	9,22	10,53	7,81	7,55
Plus de 10 ans	8,41	4,35	10,57	6,71	4,93	6,95
Total	9,55	9,38	9,43	9,42	8,44	8,18

3.3. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 3.3.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	152,7	100,7	62,1	107,7	136,7	83,9
Particuliers	89,7	131,8	90,6	672,3	156,5	160,4
Clientèle financière	34,3	47,4	200,7	474,0	630,7	649,2
Sociétés d'Etat et EPIC	106,6	49,9	56,6	23,7	67,0	150,9
Assurances-Caisses de retraite	37,8	61,1	35,5	54,1	119,7	193,1
Entreprises privées du secteur productif	117,8	239,3	379,1	216,9	178,1	208,9
Entreprises individuelles	13,4	28,2	13,5	9,7	14,9	15,0
Coopératives et groupements villageois	22,2	42,8	38,2	52,3	52,5	40,6
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	73,9	100,8	79,4	96,1	86,1	97,4
Personnels des banques	0,6	0,7	0,8	0,6	0,5	0,7
Total	648,99	802,79	956,38	1707,47	1442,67	1600,18

Tableau 3.3.2. Répartition selon la nature du dépôt	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépôt à terme	648,7	802,8	956,4	1 707,2	1 435,4	1 596,1
Epargne à régime spécial	0,3			0,2	7,3	4,1
Bon de caisse						
Certificat de dépôt						
Autres				0,1		
Total	648,99	802,79	956,38	1707,47	1442,67	1600,18

Tableau 3.3.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	165,3	215,0	204,5	405,6	544,7	568,7
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	79,9	168,9	146,3	300,0	132,9	207,9
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	41,3	60,7	74,2	285,9	160,7	272,6
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	144,6	123,3	72,1	358,3	256,7	224,1
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	65,5	62,1	89,6	213,9	138,2	132,2
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	152,3	172,8	157,1	119,8	184,6	191,6
sup ou égale à 10 ans				24,0	3,9	2,0
Non déterminée				0,1	20,9	1,0
Total	648,99	802,79	743,72	1707,47	1442,67	1600,18

3.4. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 3.4.1. Taux d'intérêt par nature du créateur	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	5,47	5,56	5,64	5,80	4,90	5,49
Particuliers	4,63	4,44	4,62	3,70	4,92	4,86
Clientèle financière	5,74	5,79	5,45	4,29	3,65	3,98
Sociétés d'Etat et EPIC	5,55	5,74	6,18	6,01	6,22	6,94
Assurances-Caisses de retraite	6,10	6,17	5,93	6,00	6,00	6,28
Entreprises privées du secteur productif	5,82	5,68	5,97	5,87	6,64	6,46
Entreprises individuelles	4,28	5,85	4,17	4,18	5,43	4,28
Coopératives et groupements villageois	6,00	6,22	5,68	6,13	5,78	5,69
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	5,50	5,80	5,24	5,69	5,89	5,61
Personnels des banques	4,20	4,56	4,89	4,76	4,70	4,49
Total	5,48	5,56	5,62	4,57	4,82	5,17

Tableau 3.4.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépôt à terme	5,48	5,56	5,62	4,57	4,78	5,17
Epargne à régime spécial	4,61			3,50	12,55	7,82
Bon de caisse						
Certificat de dépôt						
Autres				3,50		
Total	5,48	5,56	5,62	4,57	4,82	5,17

Tableau 3.4.3. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	5,17	5,51	5,20	3,61	3,49	3,51
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	4,90	5,01	5,44	4,38	5,59	5,60
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,81	5,22	5,45	4,01	5,48	6,08
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	5,70	5,66	5,54	4,78	4,60	5,55
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	5,96	6,13	6,39	6,04	6,64	5,82
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	5,88	5,99	6,06	6,06	6,41	7,49
sup ou égale à 10 ans			6,18	5,77	5,02	4,63
Non déterminée			4,17	3,79	6,05	5,73
Total	5,48	5,56	5,62	4,57	4,82	5,17

4. COTE D'IVOIRE

4.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 4.1.1. Répartition par nature du débiteur	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	41,1	46,4	69,1	87,9	83,1	74,5
Particuliers	100,3	157,0	125,3	249,9	380,2	424,5
Clientèle financière	14,7	8,5	7,0	25,1	38,0	41,8
Sociétés d'Etat et EPIC	72,6	81,0	41,7	66,1	46,2	114,3
Assurances-Caisses de retraite	1,6	1,2	3,0	2,3	2,2	3,3
Entreprises privées du secteur productif	913,3	884,9	615,3	1 014,2	1 566,6	1 922,6
Entreprises individuelles	691,9	748,2	384,1	674,1	600,3	774,2
Coopératives et groupements villageois	0,8	0,9	2,7	16,4	6,5	10,5
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	16,6	5,4	4,5	3,0	1,7	4,7
Personnels des banques	6,0	6,8	8,5	19,7	15,7	8,3
Total	1 858,9	1 940,2	1 261,3	2 158,6	2 740,5	3 378,7

Tableau 4.1.2. Répartition par objet du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Habitation	8,1	12,1	6,2	16,4	38,1	13,0
Exportation	25,4	26,2	28,4	21,1	7,6	140,7
Equipement	70,9	81,4	78,7	153,9	183,5	236,2
Consommation	96,0	145,2	109,8	251,8	380,4	337,3
Trésorerie	1 551,0	1 573,7	919,3	1 611,0	1 843,0	2 346,2
Autres	107,6	101,6	119,0	104,4	287,9	305,2
Total	1 858,9	1 940,2	1 261,3	2 158,6	2 740,5	3 378,7

Tableau 4.1.3. Répartition par durée du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	1 097,1	928,1	385,7	575,3	1 012,3	1 011,7
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	411,9	571,0	415,5	848,8	851,6	1 167,1
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	35,8	41,1	82,0	197,9	152,7	233,0
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	30,4	50,8	42,8	38,5	144,3	157,8
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	65,2	71,9	67,8	91,9	87,9	119,4
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	197,9	224,4	225,1	282,8	381,4	533,4
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	16,2	36,3	38,2	116,3	101,6	141,9
Plus de 10 ans	4,6	16,5	4,1	7,1	8,7	14,3
Total	1 858,9	1 940,2	1 261,3	2 158,6	2 740,5	3 378,7

4.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 4.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	9,57	7,39	7,42	7,07	7,73	6,97
Particuliers	13,11	12,59	12,30	11,73	9,56	9,08
Clientèle financière	8,27	8,31	7,94	7,83	6,18	5,61
Sociétés d'Etat et EPIC	8,79	9,31	7,73	7,09	6,56	6,59
Assurances-Caisses de retraite	11,18	11,18	10,22	10,64	7,64	8,85
Entreprises privées du secteur productif	7,79	7,83	7,98	7,49	6,45	6,44
Entreprises individuelles	7,10	6,62	6,57	6,35	6,07	5,00
Coopératives et groupements villageois	11,04	11,14	8,75	8,73	8,54	7,55
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	7,86	9,75	9,68	11,37	8,66	7,91
Personnels des banques	3,84	3,38	4,08	4,32	5,43	4,11
Total	7,84	7,72	7,93	7,59	6,84	6,45

Tableau 4.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Habitation	9,59	10,97	11,25	10,21	7,30	8,59
Exportation	9,57	8,54	7,83	6,82	10,22	5,12
Equipement	9,77	10,70	9,49	9,32	9,68	8,81
Consommation	12,77	12,29	12,00	10,94	9,21	9,16
Trésorerie	7,29	7,09	7,13	6,80	6,04	5,79
Autres	9,94	8,77	9,12	8,80	6,84	7,22
Total	7,84	7,73	7,93	7,59	6,84	6,45

Tableau 4.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	7,31	7,06	7,22	7,23	5,96	6,01
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	7,08	6,62	6,60	6,27	5,70	4,88
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	9,19	10,07	7,98	7,52	6,98	6,94
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	10,29	10,50	9,72	8,22	8,12	8,17
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	12,47	12,20	10,38	10,48	10,13	8,77
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	10,74	11,39	10,26	10,91	9,98	9,20
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,58	9,43	9,48	8,53	8,27	7,34
Plus de 10 ans	7,59	6,46	5,93	7,64	8,17	7,90
Total	7,84	7,72	7,93	7,59	6,84	6,45

4.3. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 4.3.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	116,7	81,5	25,2	26,0	64,8	22,8
Particuliers	306,2	341,6	274,3	395,4	353,8	369,5
Clientèle financière	72,7	146,9	72,9	20,2	21,1	62,7
Sociétés d'Etat et EPIC	88,2	230,8	210,9	422,9	328,0	244,1
Assurances-Caisses de retraite	93,6	129,1	103,3	119,9	106,3	92,5
Entreprises privées du secteur productif	360,0	393,8	315,7	522,4	488,4	604,9
Entreprises individuelles	131,5	197,8	121,0	144,6	70,7	96,2
Coopératives et groupements villageois	8,1	8,8	11,3	13,5	7,2	24,0
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	50,5	24,8	117,6	93,0	44,9	61,0
Personnels des banques	4,6	7,9	5,8	8,4	6,1	3,8
Total	1231,92	1563,07	1258,05	1766,39	1491,38	1581,33

Tableau 4.3.2. Répartition selon la nature du dépôt	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépôt à terme	1 179,6	1 392,5	1 147,7	1 649,5	1 436,6	1 504,4
Epargne à régime spécial	6,5	10,0	4,1	6,4	8,6	12,1
Bon de caisse	43,8	154,9	106,0	110,5	43,0	51,8
Certificat de dépôt		0,1				
Autres	2,1	5,6	0,3		3,2	13,1
Total	1231,92	1563,07	1258,05	1766,39	1491,38	1581,33

Tableau 4.3.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	333,7	516,5	363,9	678,5	426,9	311,8
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	286,4	399,1	354,8	414,1	432,0	504,2
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	103,1	138,7	103,5	226,8	154,1	233,8
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	110,2	141,2	109,4	179,3	158,6	216,6
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	57,7	63,8	70,2	103,9	95,7	108,7
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	159,4	219,9	161,7	125,4	113,8	130,8
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans			83,4	25,3		
Non déterminée	181,4	83,8	11,1	13,2	110,3	75,4
Total	1231,92	1563,07	1258,05	1766,39	1491,38	1581,33

4.4. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 4.4.1. Taux d'intérêt par nature du créateur	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	4,54	4,71	4,09	4,43	4,97	5,02
Particuliers	5,47	5,36	5,52	5,56	5,40	5,14
Clientèle financière	5,85	5,47	5,12	5,64	5,08	5,55
Sociétés d'Etat et EPIC	4,74	4,92	4,73	4,68	4,88	4,95
Assurances-Caisses de retraite	6,06	6,29	5,58	5,74	5,49	5,20
Entreprises privées du secteur productif	5,06	5,07	5,32	5,35	5,35	5,25
Entreprises individuelles	4,87	5,16	5,28	5,06	4,52	4,69
Coopératives et groupements villageois	4,34	4,59	5,45	4,88	5,06	5,31
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	5,53	4,92	5,92	5,75	5,41	5,31
Personnels des banques	5,94	5,89	6,28	5,87	6,38	6,95
Total	5,22	5,22	5,31	5,25	5,21	5,15

Tableau 4.4.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépôt à terme	5,22	5,16	5,27	5,23	5,24	5,20
Epargne à régime spécial	3,37	4,30	3,48	3,48	3,54	4,62
Bon de caisse	5,69	5,90	5,76	5,69	4,86	4,31
Certificat de dépôt	3,50	7,62				
Autres	1,28	1,91	1,14	3,75	3,53	4,27
Total	5,22	5,22	5,31	5,25	5,21	5,15

Tableau 4.4.3. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	5,46	5,24	5,28	5,01	4,92	5,09
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,51	5,18	5,34	5,43	5,49	5,38
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	5,09	5,28	5,65	5,80	5,33	5,21
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,88	5,09	5,08	4,91	4,85	4,80
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	5,05	5,14	5,25	5,17	4,98	4,76
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	4,69	5,43	5,11	5,46	5,30	5,24
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans			5,64	5,31		
Non déterminée	4,87	5,04	4,78	5,78	5,74	5,18
Total	5,22	5,22	5,31	5,25	5,21	5,15

5. GUINEE BISSAU

5.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 5.1.1. Répartition par nature du débiteur	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés			3,8	3,9	2,1	0,5
Particuliers	2,6	3,6	7,9	7,8	8,1	13,7
Clientèle financière						0,0
Sociétés d'Etat et EPIC	0,1		2,5	0,1	1,0	2,0
Assurances-Caisses de retraite				0,3	2,0	2,3
Entreprises privées du secteur productif	2,7	2,9	16,8	14,7	10,3	10,5
Entreprises individuelles	0,6	2,6	2,8	10,6	20,0	15,0
Coopératives et groupements villageois						
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)			0,3	0,3	0,1	0,6
Personnels des banques	0,4	0,8	0,2	1,1	0,9	0,2
Total	6,4	10,0	34,4	38,9	44,6	44,7

Tableau 5.1.2. Répartition par objet du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Habitation	1,0	1,1	1,2	2,9	4,6	1,1
Exportation	0,3	1,8		1,9	0,1	2,1
Equipement	0,9	1,9	3,8	1,6	2,3	0,7
Consommation	1,1	1,5	3,1	6,5	8,8	13,5
Trésorerie	1,0	2,1	14,7	19,2	26,8	24,5
Autres	2,0	1,6	11,5	6,8	2,1	2,9
Total	6,4	10,0	34,4	38,9	44,6	44,7

Tableau 5.1.3. Répartition par durée du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	1,5	2,8	13,7	10,8	4,5	7,0
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	0,5	0,4	5,7	3,1	4,4	2,9
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	0,4	0,3	3,5	3,1	12,2	13,3
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	0,3	0,8	2,5	3,9	2,8	4,2
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	0,9	1,4	4,1	3,2	2,2	4,1
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	1,7	4,0	4,2	7,4	10,0	8,1
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	1,0	0,3	0,6	6,9	8,2	4,8
Plus de 10 ans				0,4	0,4	0,2
Total	6,4	10,0	34,4	38,9	44,6	44,7

5.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 5.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés		14,00	9,82	9,65	9,30	12,00
Particuliers	11,35	11,86	11,81	12,22	10,05	9,90
Clientèle financière	12,00					12,00
Sociétés d'Etat et EPIC	12,00		9,00	12,62	7,51	3,90
Assurances-Caisses de retraite		5,50		9,97	9,52	8,93
Entreprises privées du secteur productif	11,17	10,05	10,08	8,21	9,81	9,68
Entreprises individuelles	13,80	11,88	11,26	8,61	9,03	9,44
Coopératives et groupements villageois						
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	10,00	14,00	5,85	5,51	5,57	5,25
Personnels des banques	2,90	3,97	2,55	4,23	4,98	3,93
Total	10,96	10,72	10,38	9,15	9,30	9,32

Tableau 5.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Habitation	9,10	8,98	10,20	8,75	9,18	9,73
Exportation	10,00	12,07	12,46	11,81	6,00	10,74
Equipement	11,38	10,52	10,26	7,76	9,72	7,05
Consommation	9,74	10,45	11,73	12,32	9,75	8,62
Trésorerie	11,88	9,96	10,57	7,74	9,06	9,58
Autres	12,09	11,90	9,83	9,85	10,45	9,69
Total	10,96	10,72	10,38	9,15	9,30	9,32

Tableau 5.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	12,27	11,97	11,27	11,57	9,68	11,48
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	9,82	10,39	8,80	1,42	9,90	9,45
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	11,30	9,39	10,94	10,03	9,85	9,48
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	10,99	10,50	9,72	9,84	9,36	9,06
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	11,27	12,65	9,99	9,45	9,09	9,26
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	10,42	9,84	10,21	7,90	8,97	9,35
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	10,00	4,09	8,63	9,55	8,71	5,89
Plus de 10 ans			3,00	5,50	3,10	7,56
Total	10,96	10,72	10,38	9,15	9,30	9,32

5.3. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 5.3.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	0,1	0,3		1,2	0,2	
Particuliers		0,3	4,0	33,1	13,3	
Clientèle financière	3,8	3,1			27,6	38,3
Sociétés d'Etat et EPIC			0,2			
Assurances-Caisses de retraite	0,3	0,1	0,1	1,3	4,3	1,0
Entreprises privées du secteur productif	14,6	10,6	5,6	31,5	14,4	7,5
Entreprises individuelles						0,2
Coopératives et groupements villageois				0,1		0,1
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,2	0,1	4,0	0,2	0,1	0,9
Personnel des banques						
Total	18,99	14,49	13,97	67,36	59,78	47,86

Tableau 5.3.2. Répartition selon la nature du dépôt	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépôt à terme	19,0	14,5	14,0	67,4	59,8	47,8
Epargne à régime spécial						
Bon de caisse						0,1
Certificat de dépôt						
Autres						
Total	18,99	14,49	13,97	67,36	59,78	47,86

Tableau 5.3.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	11,3	8,4	3,7	27,4	35,7	26,1
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	2,4	1,1	1,1	27,1	11,9	11,8
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	1,2	2,3	1,8	4,7	1,5	6,2
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	0,7	0,8	7,0	3,1	5,3	0,4
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	0,6	0,7	0,2	2,7	2,0	1,8
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	2,5	1,3	0,1	2,3	2,7	1,5
sup à 5 et inf à 10 ans	0,1				0,7	
Sup à 10 ans ou non déterminée					0,2	0,1
Total	18,99	14,49	13,97	67,36	59,78	47,86

5.4. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 5.4.1. Taux d'intérêt par nature du créiteur	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	3,07	3,54	3,50	3,50	2,50	
Particuliers		2,90	3,41	4,41	4,68	
Clientèle financière	2,58	3,21			4,68	4,56
Sociétés d'Etat et EPIC			3,00			
Assurances-Caisses de retraite	3,19	1,83	4,67	3,43	4,99	5,75
Entreprises privées du secteur productif	4,68	4,10	3,79	4,96	4,78	4,95
Entreprises individuelles	1,50	1,50				3,80
Coopératives et groupements villageois	3,00			3,39	3,29	3,50
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	3,32	2,51	5,73	2,55	2,87	4,64
Personnel des banques						
Total	4,22	3,85	4,23	4,63	4,71	4,64

Tableau 5.4.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépôt à terme	4,32	5,01	4,62	4,63	4,71	4,65
Epargne à régime spécial	3,59	3,82	3,58			3,00
Bon de caisse						2,00
Certificat de dépôt						
Autres	4,82	4,81	4,91			
Total	4,22	3,85	4,23	4,63	4,71	4,64

Tableau 5.4.3. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	4,27	4,22	3,86	4,51	4,75	4,80
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	3,32	3,45	2,99	4,89	4,70	4,55
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	2,06	3,49	3,49	5,08	3,69	4,33
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	3,17	2,90	4,85	4,25	4,53	3,66
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	3,62	1,18	3,13	4,50	4,56	4,50
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	6,33	4,34	4,80	2,67	5,31	4,50
sup ou égale à 10 ans	3,24			3,50	5,00	
Non déterminée					4,25	3,64
Total	4,22	3,85	4,23	4,63	4,71	4,64

6. MALI**6.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)**

Tableau 6.1.1. Répartition par nature du débiteur	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	34,2	2,1	4,6	13,6	4,1	29,9
Particuliers	66,2	106,3	115,7	135,5	116,2	168,3
Clientèle financière	8,6	3,6	9,4	6,2	3,8	3,5
Sociétés d'Etat et EPIC	19,8	20,0	45,9	50,5	5,5	29,4
Assurances-Caisses de retraite	1,0	0,4	0,1	2,7	2,3	1,4
Entreprises privées du secteur productif	279,7	318,3	571,7	413,7	630,5	598,2
Entreprises individuelles	23,9	66,2	90,5	69,8	62,8	90,2
Coopératives et groupements villageois	8,3	7,7	16,3	5,4	8,2	5,7
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	11,1	1,6	34,3	19,4	46,0	26,5
Personnels des banques	3,5	3,9	13,3	9,6	3,9	17,9
Total	456,4	530,1	901,7	726,4	883,3	970,9

Tableau 6.1.2. Répartition par objet du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Habitation	3,1	3,3	6,7	5,8	6,1	5,6
Exportation				0,2	0,1	21,3
Equipement	34,1	59,7	85,7	90,5	79,1	104,7
Consommation	40,8	71,6	96,0	108,0	90,3	131,2
Trésorerie	346,5	379,1	700,1	466,0	545,7	590,3
Autres	31,8	16,4	13,2	55,9	162,1	117,8
Total	456,4	530,1	901,7	726,4	883,3	970,9

Tableau 6.1.3. Répartition par durée du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	38,3	30,6	48,8	32,3	48,3	40,3
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	72,3	90,4	146,9	86,1	98,6	87,1
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	143,9	179,8	351,5	257,1	291,0	279,9
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	75,3	82,5	132,6	154,7	194,4	220,8
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	32,3	30,3	39,0	44,7	78,5	103,3
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	82,7	83,3	130,8	114,9	114,6	180,3
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,6	29,8	41,1	32,3	53,0	50,7
Plus de 10 ans	3,0	3,4	10,9	4,3	4,7	8,5
Total	456,4	530,1	901,7	726,4	883,3	970,9

6.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 6.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	8,22	11,81	7,71	6,94	11,91	7,32
Particuliers	11,18	10,60	10,50	10,17	10,32	9,58
Clientèle financière	9,46	8,59	7,57	8,55	8,24	8,58
Sociétés d'Etat et EPIC	8,48	9,09	6,91	6,90	6,08	5,81
Assurances-Caisses de retraite	12,00	10,33	12,06	8,15	9,23	9,48
Entreprises privées du secteur productif	9,53	9,14	8,99	8,80	8,44	8,58
Entreprises individuelles	11,43	11,47	11,28	11,22	11,09	9,91
Coopératives et groupements villageois	9,44	10,79	5,61	10,28	8,45	10,49
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	9,09	11,14	8,31	8,61	8,22	7,54
Personnels des banques	2,36	1,99	6,58	5,41	1,68	6,70
Total	9,65	9,35	9,17	9,07	8,84	8,71

Tableau 6.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Habitation	9,63	8,10	8,73	8,13	8,75	7,50
Exportation	6,00		10,00	14,81	11,99	9,54
Equipement	10,14	9,87	9,76	9,17	9,31	9,14
Consommation	11,32	11,04	10,43	10,53	10,62	9,85
Trésorerie	9,38	8,96	8,97	8,82	8,64	8,44
Autres	10,51	8,08	6,69	8,33	8,28	8,28
Total	9,66	9,35	9,17	9,07	8,84	8,71

Tableau 6.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	9,38	6,73	6,96	8,35	6,70	9,07
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	9,74	9,17	8,71	8,76	8,64	9,01
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	10,03	9,42	9,09	8,88	8,85	8,79
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	10,07	10,26	9,90	9,35	8,77	8,31
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	11,14	10,78	10,70	10,07	8,83	8,96
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	9,74	10,40	9,86	9,58	10,41	8,72
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	7,90	8,75	8,49	8,09	8,08	8,86
Plus de 10 ans	7,22	5,62	7,56	6,12	7,21	6,90
Total	9,65	9,35	9,17	9,07	8,84	8,71

6.3. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 6.3.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	36,8	33,4	33,8	39,7	42,9	36,9
Particuliers	65,3	57,6	107,6	76,0	51,7	93,9
Clientèle financière	1,7	0,4	4,5	7,2	3,3	3,7
Sociétés d'Etat et EPIC	17,2	11,2	20,5	42,0	14,7	33,6
Assurances-Caisses de retraite	15,5	1,2	9,3	19,9	28,7	18,6
Entreprises privées du secteur productif	68,2	122,0	111,7	106,3	71,5	76,0
Entreprises individuelles	1,5	3,5	3,4	10,5	12,2	6,9
Coopératives et groupements villageois	0,4	1,0	0,8	0,5	0,2	0,4
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	16,6	13,5	17,0	9,5	27,1	3,4
Personnel des banques		0,1	0,1		0,2	
Total	223,11	243,78	308,49	311,56	252,43	273,44

Tableau 6.3.2. Répartition selon la nature du dépôt	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépôt à terme	222,7	241,2	303,4	309,4	243,6	271,3
Epargne à régime spécial	0,4	2,6	5,0	2,2	8,9	2,2
Bon de caisse			0,1			
Certificat de dépôt						
Autres						
Total	223,12	243,80	308,49	311,56	252,43	273,44

Tableau 6.3.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	15,3	19,7	14,4	23,6	14,8	9,0
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	82,6	90,0	68,6	57,5	78,6	58,1
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	27,4	30,0	39,3	66,7	41,2	42,7
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	29,7	23,8	44,6	56,4	55,0	51,2
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	11,5	8,9	36,3	28,0	22,1	43,9
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	42,0	30,0	78,6	66,5	31,7	48,2
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	9,6	41,4	11,8	10,8	4,0	13,9
Non déterminée	5,2		14,9	2,0	5,1	6,4
Total	223,22	243,78	308,49	311,56	252,43	273,44

6.4. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 6.4.1. Taux d'intérêt par nature du créateur	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	5,10	4,79	4,90	4,81	4,67	5,01
Particuliers	4,20	4,15	4,42	4,53	4,56	4,71
Clientèle financière	4,29	3,39	3,79	4,29	4,45	4,20
Sociétés d'Etat et EPIC	5,01	5,43	4,78	4,64	4,54	4,92
Assurances-Caisses de retraite	5,39	5,01	5,02	5,04	5,25	4,93
Entreprises privées du secteur productif	5,13	5,16	5,36	4,97	5,28	5,28
Entreprises individuelles	3,97	3,78	4,46	4,16	5,16	4,18
Coopératives et groupements villageois	3,90	4,42	4,23	3,42	3,76	3,37
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	4,67	4,54	5,34	4,57	4,72	4,54
Personnel des banques		6,00	5,70		6,00	
Total	4,84	4,86	4,90	4,74	4,91	4,93

Tableau 6.4.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépôt à terme	4,84	4,86	4,89	4,74	4,91	4,93
Epargne à régime spécial	4,96	4,65	5,57	4,82	4,80	4,52
Bon de caisse			4,75			
Certificat de dépôt						
Autres						
Total	4,84	4,86	4,90	4,74	4,91	4,93

Tableau 6.4.3. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	4,61	3,76	4,94	4,09	5,00	4,56
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,15	5,42	5,29	4,79	4,94	5,43
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,34	4,13	4,97	4,78	4,65	4,56
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,46	4,46	4,59	4,56	4,89	4,86
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	4,33	3,76	4,69	4,58	5,16	4,60
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	4,67	5,13	4,83	5,14	5,07	4,80
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	4,69	5,12	5,31	5,50	4,30	5,53
Non déterminée	4,21		4,34	0,06	4,64	5,73
Total	4,84	4,86	4,90	4,74	4,91	4,93

7. NIGER**7.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)**

Tableau 7.1.1. Répartition par nature du débiteur	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	1,2	3,4	3,7	4,6	3,1	5,0
Particuliers	44,3	76,8	91,4	112,0	119,8	79,6
Clientèle financière	0,7	1,5	1,0	1,8	1,4	2,0
Sociétés d'Etat et EPIC	6,0	6,5	3,1	8,2	3,1	3,6
Assurances-Caisses de retraite	0,1		0,2	1,5	6,6	4,2
Entreprises privées du secteur productif	60,1	67,1	87,1	161,6	113,7	121,1
Entreprises individuelles	86,3	74,6	72,0	96,8	105,6	145,8
Coopératives et groupements villageois	5,0	3,1	3,2	5,0	1,7	1,0
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	1,7	2,1	2,8	1,4	4,9	1,7
Personnels des banques	2,4	1,2	2,6	2,0	3,2	4,1
Total	207,7	236,3	267,0	394,9	363,1	368,1

Tableau 7.1.2. Répartition par objet du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Habitation	7,3	9,4	10,2	19,6	14,3	18,1
Exportation		2,1	6,9			0,5
Equipement	18,2	10,5	8,3	10,5	38,8	25,0
Consommation	35,0	68,4	76,1	86,4	85,4	99,6
Trésorerie	132,4	123,5	146,4	248,8	167,4	191,5
Autres	14,8	22,5	19,1	29,6	57,2	33,4
Total	207,7	236,3	267,0	394,9	363,1	368,1

Tableau 7.1.3. Répartition par durée du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	67,6	66,1	58,6	73,9	66,6	87,6
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	34,2	19,2	33,9	69,8	48,7	57,8
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	21,2	18,3	28,7	71,0	55,8	36,7
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	22,8	32,8	48,5	74,8	47,6	46,7
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	13,4	29,9	19,8	20,3	26,1	27,4
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	39,8	55,8	61,4	47,5	73,6	53,1
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	7,0	13,3	15,7	30,4	39,8	42,6
Plus de 10 ans	1,6	0,8	0,5	7,1	4,8	16,2
Total	207,7	236,3	267,0	394,9	363,1	368,1

7.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 7.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	12,56	11,38	8,75	8,97	6,86	9,72
Particuliers	12,72	12,00	11,52	9,83	10,16	10,48
Clientèle financière	12,58	14,24	12,52	11,88	11,71	8,96
Sociétés d'Etat et EPIC	10,62	10,48	8,31	7,78	11,51	11,25
Assurances-Caisses de retraite	12,94	13,33	12,11	12,80	12,19	11,57
Entreprises privées du secteur productif	10,16	10,54	10,58	10,92	9,47	9,29
Entreprises individuelles	12,72	12,11	11,80	11,48	11,31	10,88
Coopératives et groupements villageois	10,54	10,55	10,81	9,52	11,19	12,13
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	11,45	10,67	10,35	10,37	7,64	11,19
Personnels des banques	3,17	2,98	2,67	3,81	2,92	2,35
Total	11,66	11,18	11,11	10,62	10,21	10,17

Tableau 7.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Habitation	10,70	10,42	10,15	9,40	9,10	8,55
Exportation			9,63	12,62	12,01	12,31
Equipement	11,34	11,53	11,80	10,71	8,96	8,82
Consommation	12,49	11,99	11,55	9,55	10,54	10,28
Trésorerie	11,77	11,35	11,02	11,08	10,59	10,42
Autres	12,19	11,20	10,82	10,62	9,75	10,25
Total	11,66	11,18	11,11	10,62	10,21	10,17

Tableau 7.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	12,04	11,80	11,77	11,99	11,87	11,63
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	11,37	11,73	9,51	10,66	10,67	10,02
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	11,90	12,18	10,56	9,62	9,70	10,34
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	12,23	11,39	11,22	10,10	9,70	9,99
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	12,54	11,67	11,78	11,83	10,60	10,24
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	11,99	11,60	11,56	11,08	10,03	9,65
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	9,49	9,32	10,31	9,84	8,52	8,94
Plus de 10 ans	5,77	7,77	6,93	7,94	8,17	7,65
Total	11,66	11,18	11,11	10,62	10,21	10,17

7.3. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 7.3.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	11,1	12,8	28,2	31,0	42,1	66,9
Particuliers	10,7	9,4	25,1	10,9	18,8	14,6
Clientèle financière	1,4	4,1	11,9	15,7	18,6	17,4
Sociétés d'Etat et EPIC	17,3	6,5	6,0	17,0	7,4	10,5
Assurances-Caisses de retraite	2,8	5,9	5,0	27,2	20,0	37,9
Entreprises privées du secteur productif	19,7	27,8	18,7	36,5	19,0	13,5
Entreprises individuelles	1,2	6,6	2,6	3,3	4,7	7,3
Coopératives et groupements villageois	1,5	0,7	0,4	0,7	0,6	1,2
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,9	10,0	10,2	15,1	3,8	4,3
Personnel de banques				0,1		0,0
Total	66,58	83,80	108,05	157,52	134,96	173,71

Tableau 7.3.2. Répartition selon la nature du dépôt	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépôt à terme	65,0	83,8	108,0	157,5	134,7	168,1
Epargne à régime spécial	1,5				0,0	0,5
Bon de caisse					0,0	0,2
Certificat de dépôt					0,1	4,6
Autres					0,0	0,3
Total	66,58	83,80	108,05	157,52	134,96	173,71

Tableau 7.3.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	8,4	12,3	14,1	35,5	21,8	9,3
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	13,9	15,4	19,5	37,5	33,3	39,7
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	18,6	16,4	17,4	22,7	9,4	26,1
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	16,5	27,2	24,6	27,3	27,9	24,3
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	2,1	5,4	5,7	11,7	8,4	16,6
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	6,6	6,4	25,0	19,6	12,0	41,8
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans		0,8	0,1	1,2	1,6	1,1
Non déterminée	0,6		1,7	1,9	20,6	14,8
Total	66,58	83,80	108,05	157,52	134,96	173,71

7.4. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 7.4.1. Taux d'intérêt par nature du créiteur	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	5,09	5,26	5,48	5,45	5,15	5,31
Particuliers	4,69	4,60	4,85	5,01	5,58	3,89
Clientèle financière	5,00	5,08	5,08	4,97	5,74	6,10
Sociétés d'Etat et EPIC	4,52	5,06	5,45	6,40	5,82	5,78
Assurances-Caisses de retraite	5,72	5,67	5,85	6,25	6,37	6,35
Entreprises privées du secteur productif	5,29	5,18	4,52	4,49	5,64	5,49
Entreprises individuelles	4,63	4,29	4,32	4,24	5,42	5,77
Coopératives et groupements villageois	4,07	3,99	3,66	3,79	3,93	4,47
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	4,49	4,81	5,36	5,30	4,74	5,09
Personnel de banques				5,00		4,75
Total	5,23	5,07	5,09	5,34	5,57	5,55

Tableau 7.4.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépôt à terme	5,22	5,08	4,62	5,34	5,57	5,54
Epargne à régime spécial	3,57		3,58	4,00	3,75	4,99
Bon de caisse					3,60	4,49
Certificat de dépôt					6,00	6,13
Autres			4,91		4,50	5,95
Total	5,23	5,08	5,09	5,34	5,57	5,55

Tableau 7.4.3. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	5,25	4,45	4,21	4,79	4,17	2,56
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	4,79	4,43	4,93	5,64	5,87	5,55
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,59	4,81	5,01	5,33	5,22	5,95
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	5,15	5,31	5,54	4,79	5,60	5,35
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	4,79	5,19	5,87	6,08	5,59	6,32
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	5,27	5,27	5,15	6,07	6,28	5,66
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans			4,25	5,67	6,18	4,96
Non déterminée	3,82		5,19	5,72	6,22	5,92
Total	5,23	5,04	5,09	5,34	5,57	5,55

8. SENEGAL**8.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)**

Tableau 8.1.1. Répartition par nature du débiteur	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	94,5	36,3	41,5	21,8	51,1	8,2
Particuliers	191,3	205,7	236,3	309,4	292,7	304,7
Clientèle financière	8,3	7,5	7,8	12,5	2,5	16,7
Sociétés d'Etat et EPIC	40,1	37,0	29,2	52,3	46,4	65,5
Assurances-Caisses de retraite		5,0			17,0	44,0
Entreprises privées du secteur productif	1 048,1	1 243,8	1 347,1	1 374,1	1 718,0	1 925,5
Entreprises individuelles	21,5	20,3	19,2	60,2	37,9	56,2
Coopératives et groupements villageois	18,2	19,5	22,7	42,3	24,1	31,0
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	3,1	3,8	31,8	52,2	30,2	62,6
Personnels des banques	6,1	6,6	9,4	21,0	21,6	29,4
Total	1 431,1	1 585,5	1 745,0	1 945,9	2 241,6	2 543,8

Tableau 8.1.2. Répartition par objet du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Habitation	31,2	30,6	32,7	51,0	60,4	80,8
Exportation					0,2	1,8
Equipement	255,2	224,6	295,1	201,6	210,7	210,4
Consommation	61,7	63,7	92,7	138,7	151,5	187,9
Trésorerie	947,0	1 106,7	1 085,1	1 227,5	1 425,2	1 767,5
Autres	136,1	160,0	239,3	327,1	393,6	295,4
Total	1 431,1	1 585,5	1 745,0	1 945,9	2 241,6	2 543,8

Tableau 8.1.3. Répartition par durée du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	540,9	675,2	675,0	740,5	910,0	1 052,0
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	354,9	261,8	318,8	460,4	493,1	564,2
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	57,5	74,4	115,1	87,9	119,2	144,0
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	97,2	184,5	100,9	98,9	105,9	128,8
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	62,9	67,1	86,0	79,9	78,6	82,0
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	253,6	256,6	302,9	346,8	329,7	372,2
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	48,9	50,9	127,3	102,6	167,8	156,0
Plus de 10 ans	15,3	15,1	19,0	28,9	37,3	44,6
Total	1 431,1	1 585,5	1 745,0	1 945,9	2 241,6	2 543,8

8.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 8.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	10,31	9,17	7,44	6,84	6,09	7,57
Particuliers	10,05	9,65	9,41	9,38	9,39	9,23
Clientèle financière	8,71	8,00	8,12	8,60	8,96	7,16
Sociétés d'Etat et EPIC	6,95	8,72	7,59	4,47	5,54	6,55
Assurances-Caisses de retraite					8,72	7,76
Entreprises privées du secteur productif	6,86	6,44	5,90	5,35	5,42	5,31
Entreprises individuelles	10,72	10,48	11,20	11,42	11,19	10,13
Coopératives et groupements villageois	9,93	9,87	9,17	8,11	9,50	8,51
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	10,86	11,14	9,93	5,92	5,83	5,63
Personnels des banques	2,34	1,88	1,98	2,31	1,77	4,58
Total	7,44	7,02	6,61	6,23	6,10	6,02

Tableau 8.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Habitation	8,42	7,94	7,72	7,04	6,81	7,19
Exportation					10,49	7,51
Equipement	8,40	8,90	8,14	7,81	6,83	6,90
Consommation	10,11	9,81	8,94	8,52	8,87	8,85
Trésorerie	6,58	6,04	5,35	4,87	5,00	5,12
Autres	10,52	9,76	9,37	9,28	8,51	8,63
Total	7,44	7,02	6,61	6,23	6,10	6,02

Tableau 8.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	5,80	5,32	4,72	4,37	4,39	4,19
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	7,91	6,70	5,71	4,95	5,15	5,56
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	9,43	8,51	7,82	8,58	8,80	7,93
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	8,75	8,32	8,71	9,27	8,65	8,75
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	9,21	9,83	8,94	8,59	8,78	8,46
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	9,53	9,30	9,19	9,20	8,61	8,54
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	9,33	9,08	8,41	8,84	8,52	8,76
Plus de 10 ans	7,25	6,47	6,36	5,57	5,71	5,96
Total	7,44	7,02	6,61	6,23	6,10	6,02

8.3. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 8.3.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	38,7	56,0	72,9	53,2	41,5	71,7
Particuliers	139,6	156,6	132,0	123,0	158,8	202,3
Clientèle financière	26,6	25,9	49,1	47,9	86,7	161,9
Sociétés d'Etat et EPIC	12,7	48,7	50,7	39,6	99,5	87,8
Assurances-Caisses de retraite	56,9	66,3	53,2	93,7	39,6	138,2
Entreprises privées du secteur productif	268,9	270,1	285,3	262,5	398,4	481,8
Entreprises individuelles	8,3	19,0	5,9	2,6	11,5	10,2
Coopératives et groupements villageois	7,7	7,2	4,3	3,2	10,8	11,3
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	28,9	45,7	79,4	47,0	22,1	55,2
personnel des banques		0,3	0,2	0,3	0,4	0,1
Total	588,38	695,86	733,16	673,10	869,52	1220,59

Tableau 8.3.2. Répartition selon la nature du dépôt	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépôt à terme	554,5	658,5	678,7	597,4	748,4	1 179,2
Epargne à régime spécial	21,1	14,5	18,5	33,1	7,4	0,8
Bon de caisse	12,8	22,7	35,9	42,0	103,9	37,1
Certificat de dépôt		0,1			0,2	
Autres				0,7	9,7	3,4
Total	588,38	695,86	733,16	673,10	869,52	1220,59

Tableau 8.3.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	119,0	150,0	96,5	61,5	131,2	212,5
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	163,3	205,1	238,8	182,6	197,1	245,1
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	57,7	81,7	129,0	118,9	162,0	189,9
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	61,0	77,8	93,8	100,9	68,6	162,3
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	30,4	33,1	23,4	27,3	54,7	54,9
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	121,1	104,7	98,3	131,2	189,7	186,8
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	29,4	32,6	44,2	32,3	47,6	93,5
Non déterminée	6,4	11,0	9,1	18,5	18,6	75,6
Total	588,38	695,86	733,16	673,10	869,52	1220,59

8.4. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 8.4.1. Taux d'intérêt par nature du créateur	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	5,27	5,75	5,01	4,49	5,72	5,08
Particuliers	4,08	4,02	3,79	4,10	4,61	4,84
Clientèle financière	6,23	5,84	5,97	5,67	5,69	5,98
Sociétés d'Etat et EPIC	4,63	5,86	5,69	5,40	5,93	6,05
Assurances-Caisses de retraite	5,21	4,55	5,94	4,86	5,91	5,30
Entreprises privées du secteur productif	5,27	5,38	4,80	5,58	5,89	5,73
Entreprises individuelles	3,82	4,14	3,39	4,48	5,01	4,83
Coopératives et groupements villageois	3,83	3,96	3,81	4,09	6,01	5,22
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	4,31	4,41	5,22	5,37	5,12	5,09
Personnel des banques	3,50	3,87	3,64	3,81	3,83	4,51
Total	5,00	5,02	4,89	5,09	5,60	5,51

Tableau 8.4.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépôt à terme	4,99	5,04	4,62	5,12	5,69	5,53
Epargne à régime spécial	4,61	4,26	3,58	4,48	2,95	3,44
Bon de caisse	4,09	4,22		5,10	5,21	5,13
Certificat de dépôt		5,00			4,39	
Autres			4,91	4,04	5,07	4,52
Total	5,00	5,02	4,89	5,09	5,60	5,51

Tableau 8.4.3. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	4,64	4,01	4,96	4,56	5,09	4,85
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	4,50	5,22	4,75	5,12	5,80	5,43
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,30	4,97	5,08	4,71	5,84	5,85
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,71	4,62	4,13	5,46	4,89	4,99
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	5,07	4,81	3,97	5,26	5,47	4,99
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	6,04	5,71	5,23	5,25	5,70	5,92
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	5,72	6,41	6,24	5,68	6,21	6,20
Non déterminée	3,72	3,89	5,15	4,56	5,58	6,43
Total	5,00	5,02	4,89	5,09	5,60	5,51

9. TOGO**9.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)**

Tableau 9.1.1. Répartition par nature du débiteur	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	6,7	11,9	13,2	33,5	10,2	26,6
Particuliers	39,5	48,6	55,5	75,5	80,9	127,1
Clientèle financière	1,7	1,4	20,8	1,0	0,9	1,0
Sociétés d'Etat et EPIC	2,9	7,1	13,5	0,6	5,5	6,8
Assurances-Caisses de retraite	1,2		2,1	0,4	0,5	0,1
Entreprises privées du secteur productif	95,6	124,9	122,1	187,4	224,3	239,7
Entreprises individuelles	24,1	30,8	60,0	71,4	73,9	56,9
Coopératives et groupements villageois	0,5	1,6	1,4	0,7	1,7	2,2
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,4	0,7	5,2	1,8	2,9	1,3
Personnels des banques	3,5	4,2	3,9	4,1	4,3	6,7
Total	176,1	231,2	297,7	376,3	405,1	468,6

Tableau 9.1.2. Répartition par objet du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Habitation	10,3	6,5	12,8	10,5	10,8	15,4
Exportation		0,4	6,6	2,9	0,3	
Equipement	21,1	25,5	33,9	61,2	66,1	79,3
Consommation	24,8	37,7	55,2	91,2	75,1	122,4
Trésorerie	106,7	106,9	121,2	157,9	209,3	204,6
Autres	13,1	54,3	68,0	52,7	43,5	47,0
Total	176,1	231,2	297,7	376,3	405,1	468,6

Tableau 9.1.3. Répartition par durée du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	11,0	11,7	15,7	28,6	31,8	93,5
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	30,9	32,5	56,4	39,5	60,3	28,8
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	42,8	55,1	69,5	70,0	75,6	54,3
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	7,6	12,3	25,0	28,5	52,5	39,2
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	12,5	27,3	19,9	34,6	31,4	45,1
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	61,7	76,6	89,2	116,7	117,7	130,6
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,6	14,2	20,8	51,8	33,3	71,6
Plus de 10 ans	1,2	1,5	1,3	6,7	2,6	5,7
Total	176,1	231,2	297,7	376,3	405,1	468,6

9.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 9.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	8,50	9,33	8,08	7,71	7,82	7,02
Particuliers	11,29	11,13	11,11	10,27	10,18	9,50
Clientèle financière	10,17	10,09	9,01	9,19	9,59	8,98
Sociétés d'Etat et EPIC	9,50	9,59	8,02	10,24	7,23	7,09
Assurances-Caisses de retraite	10,50	13,00	9,48	11,78	9,35	10,00
Entreprises privées du secteur productif	9,52	9,04	9,28	9,08	8,48	8,46
Entreprises individuelles	10,94	11,18	10,49	10,18	9,84	9,89
Coopératives et groupements villageois	12,33	11,68	10,31	9,22	8,29	10,50
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	11,24	11,70	8,22	7,83	7,04	8,78
Personnels des banques	4,34	4,66	5,49	4,68	3,84	3,30
Total	9,97	9,65	9,67	9,36	8,98	8,75

Tableau 9.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Habitation	9,77	9,68	9,39	9,83	9,13	8,23
Exportation	12,00	11,63	11,20	10,89	10,15	
Equipement	9,33	9,61	10,40	8,61	8,25	8,28
Consommation	11,48	11,48	10,75	10,23	10,43	9,34
Trésorerie	9,84	9,83	9,67	9,20	8,71	8,60
Autres	10,16	8,54	8,36	9,00	8,82	8,83
Total	9,97	9,64	9,67	9,36	8,98	8,75

Tableau 9.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	10,27	11,06	10,25	9,88	9,29	9,04
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	10,37	10,66	10,09	9,83	8,82	9,06
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	9,64	9,27	9,30	9,18	8,69	8,35
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	10,94	9,93	9,25	9,19	8,38	8,37
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	10,60	10,11	9,53	9,31	8,62	9,50
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	10,41	10,01	10,06	9,78	9,43	8,74
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	9,11	9,31	8,62	8,69	9,40	8,67
Plus de 10 ans	6,08	5,68	5,46	4,68	7,61	4,33
Total	9,97	9,64	9,67	9,36	8,98	8,75

9.3. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 9.3.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	60,4	103,5	132,8	120,6	123,6	133,0
Particuliers	62,0	58,0	164,1	125,1	270,3	159,4
Clientèle financière	21,9	51,0	73,9	154,0	128,4	159,3
Sociétés d'Etat et EPIC	89,9	38,9	63,5	57,0	117,2	273,7
Assurances-Caisses de retraite	85,6	120,0	137,8	161,7	234,1	183,3
Entreprises privées du secteur productif	87,5	160,0	139,5	340,0	455,8	247,7
Entreprises individuelles	19,6	30,0	47,1	135,6	120,1	28,7
Coopératives et groupements villageois	4,7	4,8	4,2	43,2	35,9	35,9
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	16,1	13,4	19,1	21,1	23,5	23,4
Personnel de banques	2,9	3,4	2,5	7,6	6,0	4,0
Total	450,66	583,00	784,56	1165,95	1514,88	1248,46

Tableau 9.3.2. Répartition selon la nature du dépôt	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépôt à terme	447,8	583,0	784,6	1 165,6	1 514,9	1 248,5
Epargne à régime spécial				0,1		
Bon de caisse						
Certificat de dépôt						
Autres	2,9			0,3	0,0	
Total	450,66	583,00	784,56	1165,95	1514,88	1248,46

Tableau 9.3.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	240,5	340,1	365,5	488,5	476,5	338,9
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	81,6	128,3	241,5	210,3	318,0	276,6
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	86,0	38,1	67,4	243,1	412,4	325,2
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	10,7	18,9	42,7	100,2	199,3	152,5
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	6,7	5,8	7,1	9,8	17,4	21,1
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	21,2	48,6	46,1	78,0	86,0	94,9
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	3,9	3,1	1,6	8,3	5,4	39,3
Non déterminée			12,7	27,8		
Total	450,66	583,00	784,56	1165,95	1514,88	1248,46

9.4. TAUX D'INTERET CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 9.4.1. Taux d'intérêt par nature du créiteur	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et organismes assimilés	4,57	4,77	4,74	4,64	4,88	5,01
Particuliers	3,98	3,95	4,64	4,57	4,76	4,44
Clientèle financière	4,37	4,29	5,57	5,83	5,78	5,73
Sociétés d'Etat et EPIC	4,62	4,32	4,53	5,12	5,56	5,73
Assurances-Caisses de retraite	4,99	5,01	5,18	5,23	5,28	5,61
Entreprises privées du secteur productif	4,71	4,55	4,99	4,86	4,99	5,13
Entreprises individuelles	4,06	4,49	4,39	5,33	5,68	5,03
Coopératives et groupements villageois	4,58	4,51	5,85	5,10	5,42	4,78
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	3,84	3,76	3,91	4,04	4,45	4,31
Personnel de banques	4,51	4,43	4,13	4,32	4,23	4,00
Total	4,61	4,55	4,87	5,04	5,15	5,28

Tableau 9.4.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépôt à terme	4,62	4,55	4,62	5,04	5,15	5,28
Epargne à régime spécial			3,58	4,50		
Bon de caisse						
Certificat de dépôt						
Autres	3,98		4,91	5,71	3,75	
Total	4,61	4,55	4,87	5,04	5,15	5,28

Tableau 9.4.3. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2009	2010	2011	2012	2013	2014
inf ou égale à 1 mois	4,51	4,62	4,59	4,66	4,77	4,53
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	4,35	4,25	4,84	5,02	5,05	5,27
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	5,30	5,40	5,55	5,56	5,49	5,94
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,18	4,68	5,57	5,16	5,26	4,95
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	4,26	4,45	5,08	5,73	6,11	5,68
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	4,80	4,15	5,47	5,24	5,57	5,95
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	3,23	5,02	4,29	6,07	5,79	5,80
Non déterminée	4,88		4,97	5,88		
Total	4,61	4,55	4,87	5,04	5,15	5,28



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int